

ÉLUCUBRATIONS : « L'ABEILLE »  
ET RICHARD BAUD FONT LA PAIX

SALLANCHES : S'AMUSER  
SANS DIFFÉRENCES

LE FAUCIGNY

JOURNAL LIBRE ET INDÉPENDANT DE LA HAUTE-SAVOIE

VENDREDI 17 MAI 2024 - N°4049 - 1.80 €

## Élections européennes



# À quoi servent-elles ?

# Votre téléphonie d'entreprise dans



Microsoft Teams

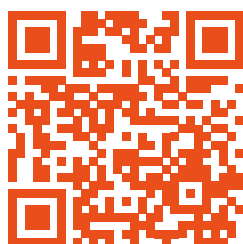
## Un appel, simple comme un **clic**

Passer vos appels depuis

**Microsoft Teams**

Collaborez et téléphonez  
avec le même outil.

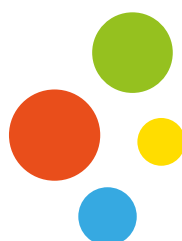
**Synaps s'occupe  
de votre migration !**



[www.synaps.fr/teams](http://www.synaps.fr/teams)

Immeuble L'antarès,  
297 Av. des Massettes,  
73190 Challes-les-Eaux  
04 79 61 72 72

[www.synaps.fr](http://www.synaps.fr)

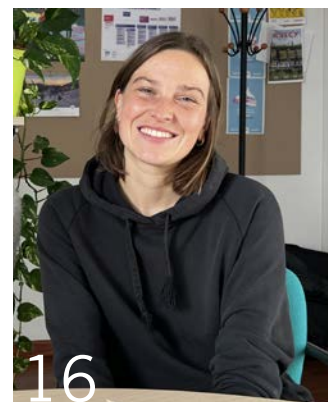


**Synaps**  
informatique





FUTURS ENTREPRENEURS DU GENEVOIS FRANÇAIS



BUDGET PARTICIPATIF D'ANNECY



VÉTRAZ SE MET AU VÉLO ÉLECTRIQUE

## ÉLUCUBRATIONS

- 4 « L'Abeille » et Richard Baud font la paix

## POLITIQUE

- 6 L'activité parlementaire de nos députés haut-savoyards  
 11 Le petit Wauquiez illustré  
 12 Élections européennes : un petit tour et puis s'en vont ?  
 14 Élections européennes, des grands en jeux  
 15 Sylviane Noël défend la DSR en ruralité  
 16 Budget participatif d'Annecy  
 18 Pour un numérique plus souverain

## ACTUALITÉS

### Société :

- 21 « Nous souhaitons que l'activité du centre se pérennise grâce aux partenaires »  
 22 Sallanches : s'amuser sans différences  
 23 Les futurs entrepreneurs du Genevois Français  
 24 Vétraz met le cap sur les vélos électriques

### Économie :

- 25 2023, année charnière pour la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes  
 26 L'évènement économique Oséades 2024  
 28 **Environnement** : Protéger la biodiversité depuis son jardin

## LOISIRS & CULTURE

- 30 Livre : Une trace complexe  
 31 Ciné : *The Fall Guy*  
 32 L'agenda des sorties

## DROIT & CHIFFRE

### LES PAGES DES PROFESSIONNELS

- 34 L'étude des notaires : On devrait tous signer un mandat de protection future !  
 37 Indices

### ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

- 38 Vie des sociétés  
 41 Audiences du Tribunal de commerce  
 42 Ventes aux enchères publiques

## BULLETIN D'ABONNEMENT P. 36

# « L'Abeille » et Richard Baud font la paix

Le rebelle Richard Baud, conseiller départemental de Thonon, et le président du Département, Martial Saddier (alias « l'Abeille ») auraient-ils été inspirés par la proximité du 8 mai pour signer l'armistice ? Deux jours plus tôt, le lundi 6 mai, en pleine réunion de la commission permanente du Département, regroupant tous les élus, l'ancien opposant au projet de vélodrome Arena 74 s'est fendu d'un grand discours de satisfecit à l'égard de « l'Abeille » ; une belle envolée de remerciements envers le monarque pour le travail effectué et son rôle éminent dans le développement de la Haute-Savoie. La réconciliation a été telle que lors du traditionnel déjeuner qui suivait, dans l'ancien grand séminaire, « l'Abeille » s'est levé de table le verre à la main, pour aller trinquer à la réconciliation avec Richard Baud.

## Un peu de sagesse

Le joli tableau a même soulevé une larme de tendresse des plus sensibles, pour qui, « *un peu de sagesse ne fait pas de mal* », ou encore qu'« *il y a moyen de faire avancer les choses sans guerres inutiles* ». Pas sûr, pour autant, que le message ait été reçu 5 sur 5 par leurs collègues de Megève, la « maire Courage » Catherine Jullien-Brèches, et de Saint-Gervais-les-Bains, le « Calimero des montagnes » Jean-Marc Peilleux, qui

← **Loïc Hervé, Sénateur de la Haute-Savoie** 19 k posts [Suivre](#)

**La France au Vatican** @FranceauVatican · 8 mai

L'Harmonie de Marnaz, accompagnée du sénateur @loichervepublic, de la maire de la commune et du curé de la paroisse jouant pour l'audience générale @Pontifex\_fr sur la place Saint-Pierre. @vaticannews\_fr



Loïc Hervé, en pleine harmonie au Vatican

n'ont pas fini d'échanger les « mamours » à l'artillerie lourde, entre communiqués vengeurs et ténors du barreau.

## Un bémol à la laïcité

Décidément très œcuménique, notre « P'tit mousse » Loïc Hervé. Après avoir fait le

mur des lamentations à Jérusalem, devant lequel il s'est présenté avec la kippa sur la tête, l'infatigable vice-président centriste du Sénat, d'un État laïque, se retrouvait le 8 mai au Vatican, où il accompagnait l'harmonie municipale de Marnaz invitée à jouer lors de l'audience générale du souverain pontife sur la place Saint-Marc. En grand défenseur de la laïcité, il lui restera encore à se rendre à La Mecque, en Arabie saoudite, pour faire son Hadj au pied de la Kaaba. Et pourquoi pas un petit séjour dans un monastère bonze, dans l'Himalaya ? Il a déjà la coiffure...

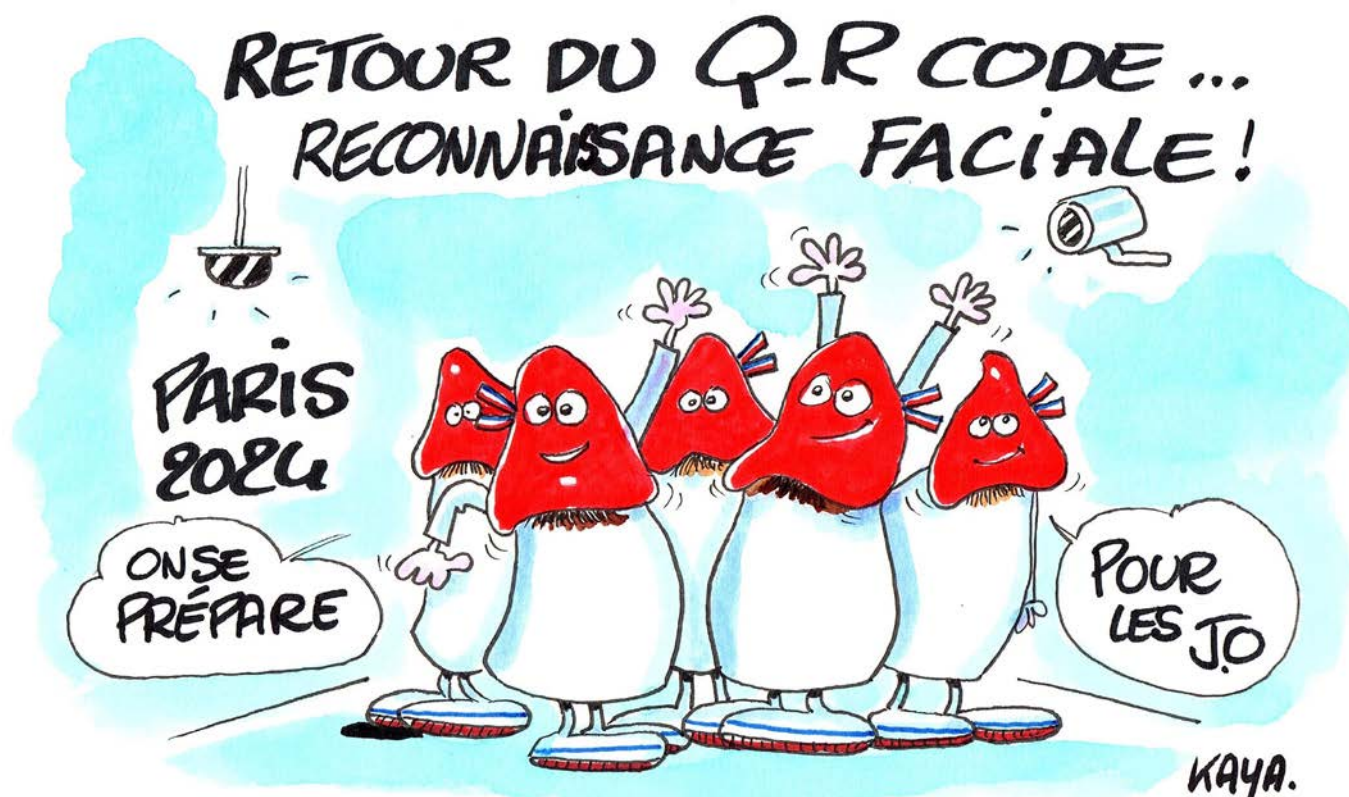
## La voiture victime du vélo ?

Après le vélodrome Arena 74, passé en pertes et profits suite au refus de la ville de La Roche-sur-Foron de céder les terrains nécessaires à sa construction, les Championnats du monde de cyclisme 2027, si chers à notre vénéré « l'Abeille », sont sur le point de faire une autre victime collatérale. Cette année-là, en effet, le traditionnel rallye du Mont-Blanc/Morzine devait tomber en pleine période des épreuves cyclistes. Ce qui ne serait pas le moindre



Les aventures de « Loïc Luke » au Vatican





des paradoxes. Résultat des courses : les épreuves de sport « mécanique », qui ont la particularité de compter à la fois pour le championnat de France et celui de Suisse, sont dans l'incertitude. L'Automobile Club du Mont-Blanc, organisateur de l'événement, ne sait pas encore quelle voie prendre entre l'annulation pure et simple de la compétition cette année-là ou un report de date... pour que les voitures ne rentrent pas en collision avec les vélos.

### Mais aussi des piétons ?

Sans attendre les Championnats du monde de cyclisme 2027, les voitures ne sont déjà pas à la fête à Annecy. Du moins, à en croire le vice-président de l'Agglo et opposant de gauche à la mairie d'Annecy, Denis Duperthuy. Dans un récent post sur sa page Facebook, l'élu ne se contente pas de mettre en cause le nouveau plan de circulation de la ville d'Annecy un peu trop favorable aux piétons et qui consiste, selon lui, « à concentrer le trafic automobile sur quelques "grands axes" déjà saturés. Il supprimera également plusieurs places de parkings en surface ». Ce sourcilieux

détecte aussi la présence éventuelle de « deux failles juridiques majeures que je mets à la connaissance des spécialistes du droit ». La première viendrait du fait que « la suppression de places de parkings payantes est du ressort du conseil municipal et pas du seul pouvoir du maire. Or, aucune délibération n'a été proposée pour une mise en application en juillet. Il y a là une faille juridique évidente ». La seconde estime

que, « la concentration des axes saturés d'un grand nombre de véhicules va nécessairement avoir un impact sur la rapidité et la capacité d'intervention des forces de l'ordre et des véhicules de secours. Il y a donc manifestement mise en danger de la vie d'autrui. Cette qualification est d'autant plus recevable sans mise en œuvre de transports en commun alors que les études montrent qu'il y aura trombose (sic) ». Et ça, conclut-il : « c'est totalement irresponsable ! »



À Annecy, il y a des bouchons et des bouteilles

### Des verres pas très écolos

Visiblement, il n'y a pas que les voitures et les piétons qui encombrant les rues d'Annecy. Sur une photo, envoyée par un de nos facétieux lecteurs, les amoncellements de bouteilles de vins et de canettes de bière à côté d'un bac de récupération de verre montrent à quel point certains sont bien inspirés de ne pas prendre le volant, ni même le guidon. L'ironie du sort voulant que cette série de « cadavres » s'expose juste à côté de l'affiche : « J'aime ma ville, je la respecte. » C.Q.F.D...

# L'activité parlementaire de nos députés haut-savoyards

Une année parlementaire va s'achever. L'occasion de faire le point sur les travaux effectués par nos députés. Il n'est pas ici question de faire un classement du plus travailleur au plus « fainéant ». C'est pourquoi nous étudions leur activité circonscription par circonscription. Les travaux de nos élus restent souvent dans l'ombre alors qu'ils ont assumé des responsabilités sur des dossiers souvent complexes.

## Première circonscription : Véronique Riotton (Renaissance)

La députée comptabilise à son actif 33 semaines d'activité à l'Assemblée, un chiffre conforme à la moyenne. À cela il faut ajouter 64 présences en commissions, 81 interventions dans celles-ci et 50 amendements proposés. Durant cette année parlementaire, la principale activité de Véronique Riotton aura concerné les droits des femmes et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle était rapporteuse pour cette délégation de l'Assemblée nationale.

De juillet 2022 à juillet 2023, la délégation a tenu 23 réunions et a adopté cinq rapports d'information : deux rapports d'information transversaux et trois rapports sur des projets ou des propositions de loi. Au total, ces rapports comportent 86 recommandations. La délégation a par ailleurs auditionné des membres du Gouvernement à sept reprises et organisé trois colloques et deux déplacements.

Le premier rapport concernait le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Celui-ci comportait des dispositions spécifiques à la santé des femmes. 16 recommandations ont été formulées.

Le deuxième rapport d'information était consacré à la lutte contre le système prostitutionnel, les conditions d'exercice des associations œuvrant auprès des femmes en développant la contractualisation pluriannuelle, ou encore à poursuivre l'amélioration du Document de politique transversale « Égalité entre les femmes et les hommes ».



Véronique Riotton

Les femmes sont payées 24 % de moins que les hommes. Un index de l'égalité professionnelle, dit index Pénicaud, a été créé mais le Gouvernement a annoncé que les entreprises ayant obtenu un score inférieur à 75 sur 100 points, se verront interdire l'accès aux marchés publics.

Ces différents rapports ont permis également des discussions de fond sur l'endométriose. Il n'existe pas de remède contre cette maladie, les traitements actuels ne visant qu'à en soulager les symptômes. Le diagnostic est toujours complexe et il peut être précoce, par manque de prévention. Les professionnels de santé manquent encore d'outils pour repérer avec précision les personnes les plus susceptibles d'être

atteintes d'endométriose. Une proposition de loi a été déposée, elle prévoyait notamment l'exonération des frais de sécurité sociale, la caractérisation en affection de longue durée et la reconnaissance, sur la base du volontariat, du statut de travailleuse handicapée. Le problème, c'est que cette proposition avait été déposée par le RN. Et c'est Véronique Riotton qui était montée au créneau pour que cette proposition de loi soit rejetée. Il est intéressant de se remémorer ce qu'elle avait déclaré en séance le jeudi 12 octobre 2023 : « Nous sommes ici pour examiner une proposition de loi mais, plus qu'un texte, c'est ce que l'on appelle une manipulation que nous allons examiner : une manipulation basse, politicienne, qui instrumentalise la détresse et la souffrance de millions de femmes... Cette proposition de loi n'est bonne ni sur le fond ni sur la forme. Puisqu'il est inutile, ce texte aurait au moins pu être inoffensif. Or il ne l'est pas ! Sur la forme, tout le monde a pu voir que cette proposition de loi est mal préparée, ayant été privée de l'apport majeur des associations qui travaillent sur le sujet. Sur le fond, la liste des approximations, erreurs et autres malhonnêtetés est longue. Je n'en citerai que quelques exemples – des pépites ! Vous parlez des stades 1, 2, 3, 4 et 5 de l'endométriose. Or il n'en existe que quatre ! Vous dites ensuite que l'endométriose ne concerne que les femmes en mesure de procréer. Or elle peut aussi survenir avant la puberté et durant la ménopause. Enfin, vous évoquez un chemin vers la guérison. Laissez-moi vous rappeler qu'il n'existe aujourd'hui aucun traitement qui permette de guérir de cette maladie. Cette proposition de loi



*témoigne autant du manque d'intérêt et de la méconnaissance du RN s'agissant de la santé des femmes que s'agissant de l'écoute des associations. Celles-ci veulent un diagnostic plus précoce, un parcours de soins adapté et une amélioration des soins. On voit que le RN fait avec la santé des femmes ce qu'il fait sur tous les sujets : du superficiel, de l'éphémère et de la démagogie. »*

La proposition de loi visant à « soutenir les femmes qui souffrent d'endométriose » n'est pas allée au terme de son examen, jeudi 12 octobre, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, son rapporteur ayant choisi de la retirer en amont du vote.

## Deuxième circonscription : Antoine Armand (Renaissance)

Il est l'un des députés les plus assidus mais aussi des plus actifs. 37 semaines d'activité, 56 présences en commissions, avec 159 interventions et 238 amendements proposés sans oublier ses 84 interventions en hémicycle. Ces chiffres impressionnants s'expliquent par le travail très lourd qu'a effectué le député sur le nucléaire. Il était rapporteur pour la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France. 88 personnalités ont été auditionnées durant 150 heures.

Une fois ce travail accompli, Antoine Armand a eu la même responsabilité pour la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. La commission d'enquête avait pour mission d'établir les raisons de la perte de la souveraineté et de l'indépendance énergétique de la France et elle devait tenter également d'apporter des réponses. On aura appris que les raisons de la crise que connaît le nucléaire en France ne sont pas toutes le fruit de décisions politiques. Les plus graves viennent simplement d'un discours, d'un cap qui, partagé par toute la société, conduit à des choix induits. Pour s'en relever, le rapport appelle à une prise de conscience collective et au réengagement dans la reconstruction d'une filière industrielle de l'énergie. On aura compris que notre modèle énergétique devra profondément changer dans la décennie qui vient pour faire face aux défis du chan-



Antoine Armand en séance de questions au gouvernement

gement climatique. Concernant le projet de loi proposé à la suite du rapport, il est passé de justesse en première lecture à l'Assemblée nationale le 19 mars dernier à une voix près (260 « pour », 259 « contre »). Le projet de loi a pour objet principal, à son article premier, de fusionner les deux entités régissant actuellement la sûreté nucléaire en France : l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), gendarme du secteur ayant le statut d'autorité administrative indépendante, chargée de contrôler l'exploitant – EDF, opérateur historique – et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), expert technique du secteur, ayant le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial



Christelle Petex-Levet, la moins assidue de nos parlementaires

(EPIC). La fusion de l'ASN et de l'IRSN donnera naissance à l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR). Les fonctions de l'ASNR, dont la création est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2025, seront exercées par un collège qui sera composé de cinq membres nommés pour un mandat de six ans non renouvelable. Le texte comporte également plusieurs dispositions pour permettre l'intégration des plus de 1 600 salariés de l'IRSN au sein de l'ASN, à laquelle ils seront désormais rattachés. Après son adoption à l'Assemblée nationale, le projet de loi, qui a précédemment été examiné au Sénat, va maintenant faire l'objet d'une commission mixte paritaire (CMP), composée de députés et de sénateurs, qui tentera d'élaborer une version commune du texte aux deux Chambres du Parlement.

## Troisième circonscription : Christelle Petex (Les Républicains)

Le mystère Petex. 24 semaines d'activité à l'Assemblée nationale. L'ensemble de ses collègues de Haute-Savoie y ont travaillé trois mois de plus, quatre mois pour Antoine Armand. C'est beaucoup. Christelle Petex se retrouve à 15 places de la dernière au niveau de ses présences. Et encore... plus de dix députés derrière elle qui n'ont été présents que 22 ou 23 semaines sont des élus des DOM-TOM... On comprend qu'ils ne puissent se déplacer toutes les semaines... Soucis personnels ? Ce n'est pas à un organe de presse de lui poser la question car justement c'est personnel. Évidemment, avec 24 semaines de présence on ne peut pas participer à un grand nombre de commissions (42). Mais on ne peut que constater que ses absences sont troublantes. Les vacances parlementaires avaient été fixées du 24 juillet au 28 août. On ne la retrouve à l'Assemblée que le 2 octobre. Absente très vite ensuite du 30 octobre au 13 novembre, cela correspond aux vacances de la Toussaint. Vacances trop courtes sans doute puisque du 20 novembre au 27 novembre Christelle Petex s'absente à nouveau. Même constat du 15 au 29 avril, vacances de Pâques... Quatre collaboratrices travaillent à ses côtés. Elles ne doivent pas chômer : 199 amendements proposés, 9 propositions de lois, 89 autres signées. En fait, il suffit de signer ou de proposer un

amendement du style : « Cet amendement vise à encourager les entreprises à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement en favorisant les véhicules à très faibles émissions, afin de garantir l'accélération du verdissement des flottes. » Bien sûr amendement rejeté puisque copié/collé de textes déjà contenus dans les propositions de lois. Quant aux propositions de lois présentées par Christelle Petex, elles n'émanent pas d'elle ; elle a certaines fois eu la chance de les présenter quand elle était présente à l'Assemblée. Le constat est donc édifiant, quel autre mot employer ? Cependant le 18 juillet 2023, à la veille des vacances parlementaires, la députée avait fait, reconnaissons-le, une intervention remarquable. Elle concernait l'examen du projet de loi sur les énergies vertes : « En tant que députée de Haute-Savoie, je représente un territoire fortement industrialisé qui est le berceau du décolletage. Les industriels de ma région sont passionnés et se donnent corps et âme pour notre industrie française : c'est bien eux qu'il faut écouter, tout comme l'ensemble des industriels de notre pays. Alors, faisons en sorte que ce projet de loi réponde à leurs attentes et ne soit pas seulement une opération de greenwashing ; rendons-le concret et efficace !

L'article 2, dont nous entamons l'examen, vise à accélérer les procédures administratives de délivrance des permis et à moderniser l'enquête publique. En effet, les avis de consultation du public devraient être pris en compte plus tôt ; les réunions publiques, afin qu'elles mettent en relation les porteurs de projets et les citoyens, devraient davantage être réglementées ; enfin, la délivrance des autorisations environnementales nécessaires au démarrage des actions industrielles devrait être facilitée et accélérée. Il est utile de revoir les procédures de consultation publique. Sincèrement, il faut les encourager et les simplifier : arrêtons de multiplier les mots et les lois, et soyons efficaces !

L'installation de nouveaux projets industriels verts dans notre pays mérite notre attention. Il est d'ailleurs fondamental d'intégrer en amont cette stratégie, que nous avons votée il y a quelques minutes. En tant que membre de la commission spéciale chargée de l'examen du texte, j'ai passé des heures à débattre avec mes collègues. Ce texte, déjà frileux à l'origine, en est ressorti appauvri, et c'est bien dommage ! »

Comme quoi quand Christelle Petex tra-



Virginie Duby-Muller à l'Assemblée nationale

vaillie, elle apporte sa pierre à l'édifice mais c'est trop rare... et c'est donc dommage.

## Quatrième circonscription :

### Virginie Duby-Muller (Les Républicains)

34 semaines d'activité, 45 présences en commission avec 35 interventions. Elle a déposé également 35 questions écrites et trois propositions de loi soutenues par de nombreux députés. La première vise à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels commis contre les mineurs. Pour Virginie Duby-Muller, ce sont des blocages psychologiques qui empêchent les victimes de déposer plainte « dans les temps ». Selon la dernière enquête de victimation de l'INSEE (« cadre de vie et sécurité »), seulement 0,6 % des viols ou tentatives de viol auraient donné lieu à une condamnation. Selon le ministère de la justice, seuls 14,7 % des viols pour lesquels une plainte a été enregistrée par la police, ont donné lieu à une peine. Pour la députée : « Attribuer un caractère imprescriptible n'est pas anticonstitutionnel comme le mentionnait le Conseil Constitutionnel dans une décision du 24 mai 2019. Les Sages précisaient que les infractions présentant une gravité suffisante pourraient justifier une imprescriptibilité ou une durée de prescription particulièrement longue. » L'article unique de cette proposition de loi modifie l'article 7 du code de procédure pénale, afin de rendre imprescriptible les crimes de viol et les délits d'agressions sexuelles. Une autre proposition de loi déposée par Virginie Duby-Muller vise à lutter contre

la violence et les comportements racistes dans les enceintes sportives. Actuellement, en France, une interdiction administrative peut être prise par le préfet sous forme d'arrêté pour une durée maximum de deux ans (en pouvant être prolongée de trois ans, si récidive). L'interdiction peut également être judiciaire. Cette peine implique que l'individu en question doit pointer dans le commissariat de police ou de gendarmerie le plus proche de son domicile, chaque soir de match de l'équipe dont il se revendique supporter, en fonction du niveau de sanction. Pour la députée : « Étendre cette interdiction d'un délai de cinq ans à une "interdiction à vie" représente, d'un point de vue juridique, une sanction disproportionnée. En revanche, les clubs, à travers leur politique commerciale, peuvent tout à fait interdire de vendre des billets à un supporter dont le club connaît le comportement néfaste. » L'interdiction commerciale de stade étant un des leviers majeurs pour les clubs pour interdire et bannir ces comportements, Virginie Duby-Muller propose donc de le renforcer.

Un des articles prévoit de doubler, par rapport à la situation actuelle, les peines attribuées aux individus coupables « de provoquer, par quelque moyen que ce soit, des spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard de l'arbitre, d'un juge sportif, d'un joueur ou de toute autre personne ou groupe de personnes ». Un autre propose d'augmenter la durée d'emprisonnement et le montant de la sanction financière. Il est également indiqué que le représentant de l'État a le pouvoir d'arrêter temporairement ou définitivement la rencontre sportive mentionnée, en cas d'incident violent ou à caractère discriminatoire.

La dernière proposition de loi vise à permettre aux personnes amputées d'un membre supérieur de bénéficier de la carte mobilité inclusion mention « stationnement ». Elle donne à son titulaire ou à la personne qui l'accompagne le droit de stationner gratuitement et sans limite de durée sur toutes les places de stationnement public, sur la voirie en surface. Actuellement les personnes amputées d'un membre supérieur ne peuvent pas en bénéficier alors même qu'elles subissent un handicap lourd. Ces propositions de lois sont récentes mais c'est cette dernière qui semble avoir le plus de chances d'être retenues lorsqu'elle sera examinée.



Autre gros travail réalisé par Virginie Duby-Muller, un rapport d'information sur l'application de la loi du 9 juin 2023 qui vise à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux. Le rapport conclu qu'après seulement six mois d'application de la loi, les dérives des influenceurs ont fortement diminué, la transparence de leurs contenus s'est accrue et la confiance des consommateurs se renforce progressivement grâce à l'existence de ce nouveau cadre législatif.

Terminons avec une tentative de Virginie Duby-Muller de faire passer plusieurs amendements concernant le marché locatif en zone tendue. Deux d'entre eux concernaient grandement la Haute-Savoie. Le premier proposait de donner la main aux communes sur le changement d'usage et sur l'exigence énergétique minimale. Le second amendement visait à préserver la limite légale de 120 jours pour la location des résidences principales alors que la proposition de loi offrirait au maire la possibilité de réduire la durée maximale de 120 jours à 90 jours. Les deux amendements n'ont pas été adoptés.

### Cinquième circonscription : Anne-Cécile Violland (Horizons)

35 semaines d'activité, 75 présences en commissions avec 175 interventions, 111 interventions en hémicycle, 3 rapports et une proposition de loi. Des chiffres qui se passent bien évidemment de tout commentaire. Difficile dans ces conditions de choisir une activité de la députée tellement elle en a, ce que confirme son agenda qu'elle publie chaque semaine sur Facebook. Nous allons donc parler de sa plus belle réussite, sa proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile. Cette loi devrait manifestement être adoptée.

Jamais autant de vêtements neufs n'ont été mis sur le marché. Chaque année, ils sont plus de 100 milliards à être vendus dans le monde. En France, en l'espace d'une décennie, le nombre de vêtements proposés annuellement à la vente a progressé d'un milliard, et atteint désormais 3,3 milliards de produits, soit plus de 48 nouveaux produits par habitant.

L'industrie du textile et de l'habillement est responsable, à l'échelle mondiale, d'environ

10 % des émissions de gaz à effet de serre, soit davantage que l'ensemble des vols et transports maritimes internationaux. 20 % de la pollution des eaux est imputable à la teinture et au traitement des textiles.

La proposition de loi d'Anne-Cécile Violland vise, dans son article premier, à renforcer l'information et la sensibilisation du consommateur sur l'impact environnemental de la mode éphémère, ainsi que sur les possibilités de réemploi et de réparation des vêtements et accessoires.

L'article 2 vise à ce que les contributions financières versées par les producteurs dépendent également de l'impact environnemental et carbone de leurs productions, et du fait qu'ils s'inscrivent ou non dans une démarche commerciale de mode éphémère.

L'article 3 vise à interdire la publicité pour les entreprises et les produits relevant de la mode éphémère. Anne-Cécile Violland donne des précisions : « Sur ce dernier point, la loi "climat et résilience" a interdit la publicité pour les énergies fossiles ou celles relevant d'une démarche de "greenwashing", ou éco-blanchiment. Le présent article s'inscrit dans la continuité de cette démarche de mise en cohérence du secteur de la publicité avec nos engagements nationaux, européens et internationaux en matière de protection de l'environnement. » La députée s'est battue pour faire adopter son projet de loi puisque c'est elle-même qui en a été rapporteure



Anne-Cécile Violland

pour la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, avait annoncé que le Gouvernement soutiendrait le texte et ce dernier a également trouvé un écho favorable auprès de l'ensemble des groupes politiques lors de son examen en commission. Le jeudi 14 mars, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité ces mesures visant à freiner la « fast fashion », avec donc une interdiction de la publicité pour la vente de vêtements à prix cassés et un « malus » environnemental renforcé pour les rendre moins attractifs. Quelle victoire pour la députée qui n'a pas caché sa satisfaction dès le lendemain : « C'est un vote historique : pour la première fois un pays, la France a décidé de légiférer pour poser des limites ambitieuses à l'industrie de la mode express. L'urgence est là, il était important d'agir. Hier, nous avons adopté ma proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile. Je tiens à remercier les ONG, les associations, les fédérations, les entreprises ainsi que toutes les personnes qui ont œuvré pour rendre ce moment possible ! Un immense merci à mes collègues du Groupe Horizons & apparentés de l'Assemblée nationale, pour leur confiance, le soutien et l'implication dont ils ont fait preuve depuis les débuts des travaux, à Monsieur le Ministre, Christophe Béchu pour son audace, son courage et son soutien et le gouvernement pour son soutien à la proposition de loi. » Qu'écrire de plus ?

### Sixième circonscription : Xavier Roseren (Renaissance)

34 semaines d'activité, c'est dans la moyenne. 75 participations à des commissions où il intervient peu. Les amendements ce n'est pas son truc, tout comme les propositions de lois. On notera toutefois qu'il a été rapporteur spécial pour la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire Organe. Pas de quoi sauter au plafond mais lorsque l'on étudie ses présences, cela change la donne. On s'aperçoit qu'il fait partie de tous les groupes d'étude qui peuvent concerner la Haute-Savoie et la liste est longue : Groupe d'études montagne (coprésident), Groupe d'études tourisme et patrimoine (membre), Groupe d'études déserts médicaux et

accès aux soins (membre), Groupe d'études pastoralisme (membre) pour ne citer que ceux-là, mais tous les autres groupes auxquels il participe concernent les problèmes que nous rencontrons en Haute-Savoie. On peut penser alors que c'est un parti pris. Être le député qui ne s'intéresse qu'à la Haute-Savoie à Paris. Plusieurs de ses interventions dans l'hémicycle ou en commission semblent le confirmer :

– « Le dispositif Villages d'avenir vise à accompagner les communes rurales de moins de 3 500 habitants dans la réalisation de leurs projets de développement. 19 communes de Haute-Savoie bénéficient de ce soutien, et notamment Châtillon-sur-Cluses, Servoz, Sixt-Fer-à-Cheval et Vallorcine. Bien qu'il en soit encore à son commencement, je me félicite vraiment de ce dispositif et de la manière dont il est perçu localement. »

– « L'amendement CE151 vise à étendre les exigences de performance énergétique, déjà en vigueur pour les locations classiques, aux meublés de tourisme. Il s'agit de dissuader les propriétaires en zones tendues de passer de la location classique annuelle à la location



Xavier Roseren

touristique de courte durée. Les stations de montagne comptent un nombre élevé de passoires thermiques et il est difficile d'y trouver des entreprises de rénovation. Le maire

pourra exceptionnellement assouplir cette règle. Cette dérogation vise à donner plus de temps au parc immobilier touristique pour se mettre au niveau sur le plan énergétique. »

– « Le problème du logement doit être traité de façon différente selon les territoires. Dans les zones touristiques tendues, nous rencontrons des difficultés pour loger les habitants et les élus locaux ont besoin d'outils pour développer la location de longue durée. Nous attendons avec impatience le projet de loi sur le logement, qui sera examiné en 2024. Toutefois, nous pouvons agir dès ce PLF par le biais de la fiscalité locative. Si cette dernière a facilité le développement du tourisme pendant de nombreuses années, elle défavorise désormais la location non meublée de longue durée. L'amendement I-CF1855 vise, comme beaucoup d'autres, à harmoniser le taux... »

Manifestement Xavier Roseren n'est à Paris que pour la Haute-Savoie. Qui s'en plaindra ?

ARNAUD FALLER

ARNAUD.FALLER@LEFAUCIGNY.FR

## AURORES BORÉALES EN PAYS DE SAVOIE





# À la ferme

Laurent Wauquiez poursuit son tour de France et lundi dernier, il avait choisi de se rendre en Bretagne, dans une ferme à Châtillon-en-Vendelais. Il était venu pour soutenir Isabelle Le Callennec qui figure en quatrième position sur la liste LR conduite par François-Xavier Bellamy pour les élections européennes.

Le Rassemblement national est toujours donné largement en tête, avec 32,5 % des intentions de vote. Derrière la liste menée par Jordan Bardella, Valérie Hayer (Renaissance) ne grappille toujours pas de points et stagne à 17 %. Elle n'arrive pas à se détacher et à creuser l'écart avec la liste PS-Place publique de Raphaël Gluksmann qui réaliserait 14 %.

Les Républicains sont loin derrière avec 8 % d'intentions de vote mais devance tout de même La France insoumise, 7,5 %. Les Écologistes sont quant à eux à égalité avec Reconquête, à 6 %. La remarque concernant le score bas de LR a bien sûr été faite à Laurent Wauquiez, qui a répondu en ironisant : « Ces estimations sont supérieures aux résultats de la dernière Présidentielle. » Valérie Pécresse appréciera.

Concernant l'agriculture, on aura appris que pour le « Bleu d'Auvergne » : « Il n'y a pas de domaine qui me demande plus d'énergie intellectuelle que l'agriculture, parce que c'est extrêmement technique. » Mais cela devrait s'arranger car Laurent Wauquiez s'est lancé depuis le début de l'année dans un « tour de France agricole ». Il a abordé avec les agriculteurs de nombreux sujets tels que l'empilement des normes, l'administration européenne, l'aide à l'installation, l'arrivée du projet de loi d'orientation agricole à l'Assemblée nationale...

« Madame Le Callennec, vous allez avoir du travail », a lancé un agriculteur au terme des discussions. « Il y a encore beaucoup d'accords internationaux qui vont arriver sur votre table demain, car je pense que vous avez des chances d'être élue vu votre position. » Laurent Wauquiez s'est empressé de réagir : « On vous l'a mise en bonne position, donc il faut me l'élire. » Le « Moi Je » s'intensifie de jour en jour...

Mais notre vénéré président profite de ses déplacements pour peaufiner son pro-



gramme : « Notre problème à nous, c'est la surtransposition. Si, en France, on imposait à nos agriculteurs les mêmes règles que celles du reste de l'Europe, vous respireriez déjà dix fois mieux. » La politique agricole menée par Emmanuel Macron est évidemment visée.

On peut imaginer celle que mènerait Laurent Wauquiez puisque l'on sait que « ce qu'il a fait pour sa région il le fera pour la France ». Il a obtenu quelques résultats comme des aides aux jeunes agriculteurs qui ont permis à 800 d'entre eux de s'installer. La Région a également soutenu les projets de méthanisation qui permettent de valoriser les déchets agricoles en produisant du biogaz. Des efforts ont été également faits pour les éleveurs de montagne avec des aides annuelles de 3 millions d'euros consacrés aux investissements nécessaires dans les alpages. Il n'en demeure pas moins qu'il faudra respecter la politique agricole commune décidée par l'Europe. Elle évolue puisque le versement des aides était conditionné à une série de pratiques plus écologiques, comme la mise en jachère d'une partie des terres, la rotation des cultures, le maintien de prairies permanentes ou encore la couverture

des sols. La crise des agriculteurs a amené l'Europe à prolonger jusqu'en juin 2025 la dérogation sur les mises en jachère, et à assouplir les règles sur les obligations de maintien des prairies permanentes pour les éleveurs en reconversion. La Commission a également enterré une réglementation qui prévoyait la réduction de moitié de l'usage des pesticides. D'autre part, l'obligation de ne pas cultiver une partie des terres a disparu. Une nouvelle dérogation à l'ensemble des bonnes pratiques environnementales, en cas d'événements climatiques, devrait voir le jour. Quant aux petites exploitations de moins de 10 hectares, elles seront tout bonnement dispensées de contrôles et de pénalités si elles s'exonèrent de leurs obligations vertes. Mise en place en 1962 pour assurer la souveraineté alimentaire du continent, la PAC représente encore aujourd'hui plus du tiers des dépenses de l'Union européenne (386,6 milliards d'euros pour la période 2021-2027). Les agriculteurs français en sont les principaux bénéficiaires avec plus de 9 milliards d'euros par an qui représentent une part importante de leurs revenus.

ARNAUD FALLER

ARNAUD.FALLER@LEFAUCIGNY.FR

# Élections européennes : un petit tour et puis s'en vont ?

Quelle place pour la Haute-Savoie au parlement de Strasbourg ? Figurant respectivement à la 73<sup>e</sup> et à la 79<sup>e</sup> place sur la liste « Besoin d'Europe » la conseillère départementale Valérie Gonzo-Massol et la secrétaire générale de Renaissance Haute-Savoie font de la... figuration. Quant au régionaliste Rémi Mogenet, sa 49<sup>e</sup> position sur la liste « Europe, territoires et écologie » lui offre juste une tribune éphémère... jusqu'au 9 juin.

➤ Rémi Mogenet n'a pas attendu que le président d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, se convertisse subitement à l'idée d'une Europe des Régions pour demander plus d'autonomie. Docteur en lettres et professeur agrégé de littérature à l'université de Savoie, le régionaliste de l'étape a été plongé dès la naissance dans la culture savoyarde. Son grand-père était régionaliste, son père, membre du MRS (Mouvement Région Savoie) a fondé « Le Tour livres », à Samoëns, une maison d'édition spécialisée dans les ouvrages locaux. Autant dire que cet irréductible Savoyard est tombé dedans étant petit. Rien d'étonnant, donc, de le voir œuvrer

depuis des années dans les rangs du MRS, rebaptisé depuis « Sabaudia ». Un engagement qui le fera figurer dès 1992, sur une liste candidate aux élections régionales. Hélas, sans succès, puisqu'il n'y avait eu aucun élu. Mais pas de quoi le décourager. 32 ans plus tard et une agrégation en poche – préparée à Toulouse, « *car il n'y a pas d'université pour cela en Savoie* » – le voilà de retour sur la scène politique. Certes, pas pour y jouer un rôle de premier plan puisque « le régional de l'étape » n'apparaît qu'en 49<sup>e</sup> position sur la liste « Europe, territoires et écologie », née de l'union entre Régions et peuples solidaires (R&PS) et le PRG (Parti radical de gauche)

pour les élections européennes du 9 juin. C'est dire s'il a des chances d'occuper un siège à Strasbourg. Sa candidature est ailleurs.

**Le Faucigny : Pourquoi cette présence sur la liste ?**

**Rémi Mogenet :** Parce que c'est l'occasion de faire valoir les idées du régionalisme.

**C'est un porte-voix, en quelque sorte et sans mauvais jeu de mots ?**

Une campagne électorale sert à ça, c'est l'occasion pour les gens qu'on entend peu de s'exprimer, de faire partie du jeu politique, sinon on est moins audibles.

**Dans ce cas, pourquoi avoir attendu 32 ans avant de revenir ?**

D'abord, pour des raisons professionnelles. Ensuite, parce que je participe en fonction des personnes que je rencontre et des idées qu'elles veulent bien soutenir. Je suis pour la culture et souvent on aborde des sujets un peu techniques, comme le logement, mais quand on arrive à la culture, il n'y a plus de revendication. Ils n'osent pas demander une régionalisation du bac ou de l'agrégation de littérature. Ils disent que c'est la prérogative de l'État central.

**C'est votre principale revendication ?**

De mon point de vue de professeur de littérature, c'est surtout la défense de la culture des régions et de la Savoie en particulier qui m'anime. Au niveau européen, il y a des projets possibles mais c'est ponctuel. Au niveau national, l'histoire et la littérature de la Savoie sont complètement occultées.



Rémi Mogenet sera « le régionaliste de l'étape » pour ces élections européennes



Au bac français, il n'y a jamais d'auteurs de Savoie. François de Sales et De Mestre (Joseph et Xavier), on ne les trouve jamais dans les programmes. Pourquoi ?

### **Vous êtes pour une exception culturelle savoyarde ?**

Je suis pour toutes les exceptions culturelles. Celles qu'on constate, pas celles qu'on décrète.

### **Il y a pourtant eu des avancées. Après des années de combat, l'Arpitan-francoprovençal a été admis à figurer parmi les langues optionnelles au bac ?**

La langue savoyarde c'est une avancée mais il faut que ça aille plus loin. Pourquoi pas un Capes de franco-provençal ?

### **Vous êtes pour la création de régions autonomes ?**

L'idéal national, c'est que tout le monde soit représenté. Dans les faits ce n'est pas le cas. Je souhaite donc des prérogatives dans l'éducation, comme en Suisse ou aux États-Unis. Il faudrait aussi qu'une part des impôts puisse être directement levée par la Région pour permettre une autonomie de décisions, comme en Espagne.

### **On en est loin. Comment avez-vous accueilli la dissolution unilatérale, par la Haute-Savoie, du Conseil Savoie Mont-Blanc (CSM) qui unissait jusqu'à présent les deux départements et préfigurait une union administrative aujourd'hui disparue ?**

Je l'ai accueillie de manière négative. Le président de la Haute-Savoie aime régner tout seul, c'est sa première motivation. Certes, on pourrait dire que la Haute-Savoie a des spécificités car elle est frontalière de la Suisse. La Savoie devrait en tenir compte car des fois elle l'oublie. Mais les deux Savoie sont liées culturellement et Martial Saddier ne veut pas en tenir compte, parce que lui-même pense que sa personne suffit.

### **Ce n'est pas le cas ?**

Ce n'est le cas de personne.

### **Vous seriez plus en phase avec Laurent Wauquiez, qui plaide pour une plus grande autonomie des Régions au sein de l'Union Européenne ?**

## **Pour une Europe des peuples ?**

D'autres Haut-Savoyards feront aussi acte de présence pour ces élections européennes. C'est le cas des souverainistes « napoléoniens » figurant sur la liste « Nous le Peuple », tels que Damien Cornu, secrétaire général adjoint de « l'Appel au Peuple » en charge des délégations, chef d'entreprise, basé à Doussard, Paul Ducruet, référent agriculture pour « l'Appel au Peuple », agriculteur bio à Savigny et Redha Bourahla, délégué département de « l'Appel au Peuple » pour la Haute-Savoie, gestionnaire de patrimoine, basé à Cluses.

Je suis d'accord avec l'idée, donner plus de pouvoir aux régions.

### **Dans quels domaines ?**

Pour moi, je le répète, c'est d'abord la culture. Il faut des réformes nécessaires pour l'adaptation des programmes scolaires. Les enfants de l'école primaire apprennent les rois de France, mais aucun n'a gouverné les villages où ils se trouvent. C'est une aberration pédagogique. Il faudrait commencer par une connaissance de leur région, l'Histoire locale, le duché de Savoie, puis l'Annexion et l'histoire de France plutôt que de partir de la généralité nationale. C'est comme ça qu'on fera des citoyens libres, responsables et émancipés. Là, c'est assujettir les gens.

### **On enseignait autrefois « nos ancêtres les Gaulois » à tous les territoires d'Outre-mer, comme le chantait Henri Salvador. N'assiste-t-on pas au même phénomène en Savoie avec « nos ancêtres les Français » ?**

Pour émanciper, il faut apprendre l'histoire, la culture, la langue de sa région. En Corse, l'académie peut décider de la date des vacances scolaires. Nous réclamons donc une académie de Savoie qui puisse, elle aussi, prendre des décisions locales.

### **Vous plaidez pour une région spécifique européenne, comme l'Alsace ?**

Oui et même plus, avec la possibilité d'insérer la culture savoisiennne obligatoire au programme des écoles.

### **Mis à part l'éducation, quels autres domaines souhaitez-vous voir pris en compte par le Parlement européen ?**

Sur le plan économique, il y a la revendication d'une agriculture de montagne,

en coordination avec les autres régions de montagne. Avec des aides spécifiques, une différenciation selon le mode d'agriculture, alors que la PAC (*politique agricole commune, N.D.L.R.*) est uniformisée. Il faut une déclinaison spécifique qui ne soit pas alignée sur modèle des grandes exploitations. Il y a aussi le logement. La Haute-Savoie est sous tension, du fait des frontaliers et des vacanciers. Nous sommes pour une limitation des résidences secondaires, afin que les prix ne montent pas trop et que tout le monde puisse se loger. Notamment les gens de la région ou les fonctionnaires dont les revenus sont limités par l'État.

### **Nos parlementaires ont pourtant réussi à obtenir une petite prime « vie chère » pour les fonctionnaires haut-savoyards. Cela ne suffit pas ?**

Il y a eu une avancée mais on demande que ça aille plus loin. Ou alors qu'il y ait des loyers spéciaux. En tout cas, on cherche des solutions. La Haute-Savoie est peu demandée par les fonctionnaires et ce n'est pas normal. À Paris, il y a une grosse prime, en Haute-Savoie c'est moins, alors que la vie est aussi chère.

### **Tout cela est très bien mais pour mener tout cela à bien, encore faut-il un groupe qui ait du poids sur les décisions prises à Strasbourg et Bruxelles. Sur quel groupe vous appuieriez-vous au Parlement européen ?**

La 2<sup>e</sup> de liste Lydie Massard est actuellement à l'ALE (Alliance Libre Européenne), unissant les Verts et les groupes régionalistes européens. Tous les membres élus seront dans l'ALE.

SERGE COSTE

SERGE.COSTE@LEFAUCIGNY.FR

# Élections européennes, des grands en jeux

Le 9 mai dernier s'est tenue la journée de l'Europe célébrant la déclaration Schuman du 9 mai 1950, qui a marqué les bases de l'Union Européenne marquant de fait, la dernière ligne droite avant les élections.

D'ici quelques semaines les élections auront lieu, les 6 et 9 juin prochains, appelant près de 400 millions citoyens européens à prendre part aux décisions de leur destinée au sein du « vieux continent ». Des enjeux importants sont d'ores et déjà attendus, connus pour la plupart, où les grandes personnalités politiques sont entrées dans le jeu. C'est loin d'être les J.O. et pourtant, la compétition est rude entre les différents partis politiques RN et Renaissance en tête de liste d'après les sondages. Le 9 mai dernier, ce sont Valérie Gonzo-Massol et Caroline Fauche-Ortiz, candidates de la majorité présidentielle qui se sont rendues aux Jardins de l'Europe à Annecy, pour marquer la commémoration.



Marina Ferrari, Secrétaire d'État au Numérique est venue soutenir les deux candidates de Haute-Savoie à Annecy

## Europe, vous avez dit Europe ?

Selon un récent sondage européen, les Français sont 55 % à se considérer mal informés sur l'UE, et 72 % souhaitent l'être davantage. Par exemple, est-ce que l'Europe impose des règles sur le régime des retraites en France ? La réponse est non. « L'Union européenne encourage bien la France à réformer son système de retraites, pour le rendre plus équitable et assurer sa viabilité, mais elle ne l'impose pas. Les versements des fonds du plan de relance à la France ne sont pas conditionnés à une

réforme du système des retraites. » Même si la Réforme des retraites était une recommandation européenne, faisant partie des recommandations spécifiques aux pays, qui sont l'aboutissement de ce qu'on appelle le « Semestre européen ». Ce dernier permet aux États membres de coordonner leurs politiques économiques car « ils se sont dotés de règles communes permettant de faire converger leurs économies : limitation des déséquilibres macro-économiques, dont celui du déficit et de la dette. Cependant, chaque État est libre de décider du niveau et de la répartition de ses dépenses publiques (éducation, santé, retraite, défense, etc.) ».

## Comment fonctionne l'élection européenne ?

Les règles sont simples : chaque État dispose d'un nombre de sièges au Parlement européen, calculé en fonction de sa population. Sur les 720 députés européens amenés à siéger à partir de cette année, 81 seront élus en France. Les partis ayant obtenu plus de 5 % des suffrages bénéficieront d'un nombre de sièges proportionnel à leur nombre de voix. Les sièges seront attribués aux candidats d'après l'ordre

de présentation sur chaque liste, sachant qu'ils ne siègeront pas réunis par pays, mais par groupes politiques transnationaux. Leurs rôles tournent autour de trois axes majeurs : ils formulent et votent les textes de loi, approuvent le budget annuel de l'UE, en lien avec le Conseil de l'UE, et contrôlent l'action de la Commission européenne et désignent son ou sa président(e).

## Une situation géopolitique tendue

La guerre en Ukraine est aux portes de l'Europe, où chaque semaine les pays frontaliers se tiennent prêts à défendre les pays membres. Les décisions prises au Parlement sont alors d'une importance capitale pour l'avenir de tous les citoyens européens. Le défi climatique, la santé publique, l'énergie sont également des thèmes portés par les candidats, d'où l'importance de voter. Souvent oubliée, cette élection est pourtant le socle des lois qui seront votées, et pour lesquelles la France devra se soumettre, tôt ou tard...

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR



Le 9 mai la fête de l'Europe était aux Jardins de l'Europe à Annecy avec Renaissance



# Sylviane Noël défend la DSR en ruralité

Toujours aussi présente sur la toile comme dans l'hémicycle, la sénatrice de Haute-Savoie a apostrophé le gouvernement le 7 mai dernier, sur la sortie de certaines petites communes, et l'attribution de la dotation de solidarité rurale (DSR).

Sous la forme de question orale, Sylviane Noël a mis en exergue le dispositif en vigueur, menant certaines communes à être privées du bénéfice de la dotation de la DSR, au ministre Hervé Berville, secrétaire d'État chargé de la Mer et de la Biodiversité. Vous avez bien lu, de la Mer et de la Biodiversité... Mais il faut bien reconnaître qu'il n'y avait pas foule ce jour-là, veille de grand pont... La sénatrice, bien présente au travail, a indiqué : « *Le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2334-21, précise que lorsque la commune chef-lieu de canton au 1<sup>er</sup> janvier 2014 a dépassé le seuil de 10 000 habitants aujourd'hui, les communes qui sont situées dans son unité urbaine ne peuvent plus être éligibles à la DSR, et perçoivent au titre d'une garantie de sortie non renouvelable égale à la moitié de celle, qu'elle a perçue l'année précédente.* »

## 150 000 € de perdus pour certaines communes

Sylviane Noël a pris l'exemple de la commune de Groisy, qui compte 3 500 habitants au dernier recensement, rattachée pour l'attribution de la DSR à la nouvelle commune de Filières, à la suite d'une fusion commune ayant eu lieu en 2017.

« *La commune chef-lieu de canton Thorens-Glières a dépassé les 10 000 habitants, du fait de cette fusion des communes en 2017. En 2024, Groisy perdrait ainsi 150 000 €, soit près de 5 % de son budget de fonctionnement. Cette situation pénalise lourdement les communes rurales qui se situent, à la suite des fusions, dans une commune Chef-lieu de canton qui dépasse les 10 000 habitants, car elles font face à des charges spécifiques liées à leur situation géographique, et à leur faible densité de population, et se voient privées d'une ressource financière essentielle à leur fonctionnement.* » La sénatrice a donc posé la question sur les « modalités de calcul de ces dotations, notamment dans les cas



où l'augmentation de population résulte d'une fusion de communes, ou à défaut, si vous envisagez de compenser ce manque à gagner pour les communes concernées ? ».

## Refonte de dotations globales

Dans sa réponse, le Ministre a rappelé le cadre de la loi, et qu'il était cohérent que le dépassement du seuil de la population, par la commune nouvelle du chef-lieu issu d'une fusion entraîne l'inéligibilité des autres communes. Il a fait état « du mécanisme en faveur des communes nouvelles mis en place depuis 2023, permettant à ces dernières, lorsque leur population est supérieure à 10 000 habitants, d'être considérées comme rurales au sens de l'INSEE et d'être potentiellement éligibles aux trois fractions

de la DSR » en poursuivant : « Pour autant, on ne peut pas se satisfaire de cette situation qui conduit à l'exclusion de certaines communes... C'est la raison pour laquelle je souhaite que ces sujets soient traités dans le cadre des travaux de refonte de dotations globales de fonctionnement qui ont été lancés en début d'année. Je sais que vous y participerez cela permettra en même temps de soutenir notre centralité, nos territoires ruraux et nos élus locaux, qui s'impliquent au quotidien pour faire vivre la ruralité. » De son côté, la sénatrice de Haute-Savoie a indiqué qu'elle veillera personnellement à ce que la voix des communes concernées soit entendue.

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR

# Budget participatif d'Annecy

C'est le difficile chemin entre promesses électorales et réalisations non concrétisées. Dans le programme politique de la liste menée par François Astorg, « Réveillons Annecy », il était promis d'impliquer les habitants dans les prises de décision, en s'appuyant sur les 16 conseils de quartier. Où en est-on ?

Chacun devait avoir à sa disposition un budget participatif pour la réalisation de projets initiés et portés par les habitants. L'élaboration des budgets participatifs par la ville d'Annecy est un véritable cas d'école, illustrant à merveille le difficile exercice qui consiste à mettre en œuvre les promesses de campagne. Premier constat : il est difficile de faire vivre des conseils de quartier et d'intéresser les habitants à leur fonctionnement. Sur ce sujet, le constat n'est pas le même entre majorité et opposition... Un bon début pour les uns, coquilles vides désertées par les Annéciens, pour les autres.

## 7 projets réalisés...

Pour les budgets participatifs, l'équipe municipale prévoyait d'en organiser un, chaque année avec pour chaque édition un budget de 1 million d'euros (360 000 € pour trois projets ville, et 40 000 € pour chaque projet quartier). Là encore, les promesses de campagne se heurtent à la réalité. Impossible en une année de tout faire à la fois ; procéder à une consultation, étudier la faisabilité des projets et les réa-



Marie Bertrand, maire-adjointe en charge du renouvellement démocratique et de la participation citoyenne, est l'élue porteuse du projet



Parmi les projets audacieux, « Ombrager le Pâquier ». Le projet devra surmonter des contraintes importantes pour aboutir

liser. Nous sommes en 2024, et seulement dans la phase de choix des lauréats de la deuxième édition. Le 1<sup>er</sup> budget participatif lancé en 2021 comptait 376 idées proposées par les habitants, dont 49 projets ont été soumis au choix des habitants, et 3 090 Annéciens ont voté pour 17 projets lauréats. Seuls 7 ont été réalisés à ce jour. Il n'y aura donc, durant le mandat, que deux éditions... Tous les projets seront-ils finalisés avant la prochaine mandature ?

## Des promesses non tenues ?

Pour la 2<sup>e</sup> édition, 1 million d'euros est de nouveau alloué par la Ville d'Annecy. Nouveauté pour cette dernière, la ville « promet que chaque quartier verra un projet se réaliser ». L'enveloppe est partagée en deux catégories : les projets « ville » avec 360 000 € au maximum, pour financer 1 à 3 projets lauréats. Les projets « quartier » avec 40 000 € disponibles au maximum par quartier, soit 640 000 € pour les 16 quartiers. Tout habitant d'Annecy de plus de 11 ans, quelle que soit sa nationalité, pouvait déposer une ou plusieurs idées sur la plateforme en ligne [jeparticipe.annecy.fr](http://jeparticipe.annecy.fr). Pour être recevable, il fallait que

celle-ci puisse relever de l'intérêt général et des compétences de la ville, respecter l'enveloppe budgétaire disponible, et être réalisable dans les 2 ans suivant le vote. Là encore, les promesses politiques ont été malmenées par la réalité du territoire. Malgré une importante campagne de communication via la presse, l'affichage publicitaire et l'affichage sur les panneaux électoraux, très peu d'Annéciens se sont intéressés à l'opération. 4 556 ont voté pour choisir parmi les 44 projets sélectionnés par les services de la ville, soit 4 556 personnes sur 135 000 habitants, c'est un succès disons... Modeste ! Factuellement on pourrait dire que la proposition ne répondait pas à l'attente des habitants.

## Un souhait de 135 000 votes

Marie Bertrand, maire-adjointe en charge du renouvellement démocratique et de la participation citoyenne, a répondu aux critiques lors du conseil municipal (29 avril 2024) : « Rien n'est jamais parfait et suffisant. [...] On aimerait avoir 135 000 votes. C'est toujours bien mieux que la moyenne nationale de nos villes. On s'améliore... Ce n'est pas le seul indicateur important. On se félicite





L'aire de jeux de l'Impérial est en mauvais état depuis des années. Fallait-il avoir recours à un budget participatif pour le rénover ?

également du nombre de jeunes qui ont pu participer ; plus de 700 jeunes ont participé grâce au service de la Jeunesse. »

Autre critique soulevée en conseil municipal : en raison du peu d'engouement de la population et au regard des projets sélectionnés, le projet participatif ne sert-il pas finalement simplement à financer des projets de la ville ? Là encore, c'est une question légitime. Si certains projets sont originaux, comme le Caniparc, la fête de quartier, la création de lieu de vie ou de sentiers de randonnée, d'autres semblent relever de la simple gestion du territoire ; rénovations, végétalisations, aménagement des marchés ou de places, etc. L'exemple le plus flagrant étant, sans doute, celui du parc de jeux de l'Impérial. Pourquoi passer par un budget participatif pour entretenir et rénover ce parc ? Cela ne relève-t-il pas de l'entretien courant des aménagements municipaux ? Les Annéciens jugeront en fin de mandat, si ces deux tentatives de démo-

## Projets de la première édition

### Les projets réalisés :

- Sensibiliser aux violences faites aux femmes. 2 700 €
  - Créer « 50 nuances de vert » secteur Place des Romains. 300 000 €
  - Sécuriser la piste cyclable près de l'Impérial. 20 000 €
  - Créer un caniparc. 20 000 €
  - Installer des nids pour la faune ailée. 3 500 €
  - Planter des arbres fruitiers en ville. 20 000 €
  - Instaurer un permis de végétaliser. 9 000 €
  - Aménager des lieux de pique-nique pour lycées. 50 000 €
- \*Les sommes indiquées n'ont pas forcément été intégralement dépensées pour réaliser les projets.*

### Les projets non-réalisés :

- Gérer les déchets rejetés dans le Thiou. 30 000 €
- Égayer les passages souterrains annéciens. 7 000 €
- Créer des événements artistiques en extérieur. 10 000 €
- Augmenter l'offre de toilettes publiques. 200 000 €
- Créer un espace de jeux pour enfants à Balmont. 150 000 €
- Créer un itinéraire Annecy-Seynod cycle et piéton sécurisé. 100 000 €
- Installer des casiers près du lac. 27 000 €
- Créer une piste cyclable reliant les Glaisins. 100 000 €
- Installer des poulaillers collectifs. 24 000 €

cratie participatives sont un réel succès.

### Calendrier de la deuxième édition

Mai 2023 : 277 propositions déposées /  
juillet 2023 : analyse des projets par la ville /  
septembre 2023 : présélection des idées recevables par les 16 conseils de quartier /  
octobre-janvier 2024 : études

de faisabilité, technique, juridique, financière des projets par les services de la ville /  
mars 2024 : vote des habitants pour désigner les projets lauréats /  
avril 2024 : vote en conseil municipal des projets lauréats.

SYLVAIN POUJOIS

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR

## Les 18 projets votés en conseil municipal le 29 avril dernier et qui devront être mis en œuvre d'ici 2026

### Projets ville

- 1 Lauréat 10 / Diversifier la végétation et ombrager le Pâquier 320 000 €.
- 2 Lauréat 2 / Créer une plage Handi 25 000 €.

### Projets Quartiers

Le budget estimé pour chaque projet quartier lauréat est de 40 000 € maximum.

- Proméry-Ferrières : une aire de jeux pour ados.
- Pringy-Centre : une fresque murale décorative et pédagogique sur les

murs des écoles de Pringy.

- Meythet : valoriser l'accès au vallon du Fier.
- Fier et Thiou : réaménager la place Chorus.
- Romains-Fier : valoriser l'accès au vallon du Fier.
- Novel Teppes : une fête de l'été au centre commercial des Teppes.
- Les Hauts d'Annecy-le-Vieux : baliser des itinéraires de promenade.
- Annecy-le-Vieux : un parking à vélos rue des Pommaries.
- Parmelan-Côteau : rénover le parc de jeux de la volière de l'Impérial.
- Romains : réaménager et sécuriser

le square des Hironnelles.

- Thiou-Semnoz : végétaliser la place de la Mandallaz.
- Les Collines de Gevrier : rénover le skatepark de Cran-Gevrier.
- Cœur de Seynod : améliorer la place du marché à Seynod.
- Jardin des Trois-Fontaines : végétaliser le parking avenue Zanaroli.
- Malaz : créer un caniparc à Seynod.
- Les Hameaux du Semnoz : un lieu de vie et de rencontre à Vieugy.



© Geraldine Gre



**MARINA FERRARI**, SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DU NUMÉRIQUE

# Pour un numérique plus souverain



La députée savoyarde Marina Ferrari a été appelée à entrer au gouvernement en février dernier pour occuper les fonctions de secrétaire d'État chargée du Numérique. Souveraineté numérique, French Tech, cybersécurité et exposition des enfants aux écrans... Elle détaille ses premières actions et précise sa feuille de route.

**En croissance d'activité continue, quels sont les chantiers que doit engager le secteur d'activité français du numérique ?**

**M. F. :** Comme tous les autres secteurs, le numérique français doit s'adapter, en permanence, aux mutations de son environnement, et elles sont encore plus rapides et encore plus importantes dans la tech. Aujourd'hui, nous devons bâtir un numérique plus souverain, plus durable et plus responsable. Plus souverain en investissant davantage dans les infrastructures numériques critiques et je pense en particulier au stockage des données : nous devons renforcer la position des acteurs français sur le marché du cloud – et c'est d'ailleurs l'objet de l'appel à projets que j'ai présenté aux Rencontres numé-

riques de Strasbourg pour bâtir un cloud de confiance –, y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle. Plus durable, en encourageant le développement d'un numérique écoresponsable : cela passe notamment par davantage de sobriété pour nos centres de données et réseaux de communication. La piscine olympique de Paris 2024 sera chauffée grâce à l'énergie d'un data center : ce ne doit plus être une exception, mais la règle ! Plus responsable enfin, en poursuivant le travail de régulation engagé, notamment à l'échelle européenne pour que ce qui est illégal hors ligne soit aussi illégal en ligne : c'est tout le sens du DSA et du DMA qui ont vu le jour sous l'impulsion de la présidence française de l'Union européenne et grâce à l'action d'Emmanuel Macron.

**Après une première décennie d'existence portée principalement par les entreprises du numérique, comment comptez-vous poursuivre l'accompagnement de la mission French Tech ?**

**M. F. :** Ma priorité, c'est évidemment de soutenir la croissance de nos entreprises dans les secteurs numérique et technologique, tout en participant à maintenir le climat favorable à l'innovation que nous avons réussi à installer depuis 2017 grâce à notre action. Pour y arriver, nous devons continuer à prendre le virage des deeptech, les technologies de rupture, en particulier dans le domaine du cloud, de l'intelligence artificielle, du quantique, mais aussi plus largement de la transition climatique et énergétique. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de lan-

## BIO EXPRESS

» 10 OCTOBRE 1973 : naissance à Aix-les-Bains (Savoie).  
 » DEPUIS 2008 : adjointe, puis conseillère municipale d'opposition d'Aix-les-Bains.  
 » DE 2015 À 2021 : conseillère départementale de la Savoie.  
 » DEPUIS JUIN 2022 : députée française de la première circonscription de la Savoie. Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.  
 » DEPUIS FÉVRIER 2024 : secrétaire d'État chargée du Numérique.

# « 100 % des Français, qui demanderont la fibre, l'auront. C'est une question d'égalité entre les citoyens. »

cer il y a quelque temps, un appel à projets doté de près de 44 millions d'euros qui va nous permettre de faire émerger les futures pépites de ces secteurs. Si la France est aujourd'hui une championne des deep tech, c'est parce que nous nous sommes donné les moyens de nos ambitions et parce qu'État, acteurs privés et secteur de la recherche ont uni leurs forces. Je suis convaincue qu'en investissant aujourd'hui dans ces secteurs stratégiques, on bâtit la croissance de demain et on garantit la souveraineté et l'indépendance de notre pays pour les décennies à venir.

**Vous avez lancé le plan de la « décennie numérique » le 25 mars dernier. Que prévoit ce dispositif en faveur des collectivités locales et des entreprises, en particulier ?**

**M. F. :** Cette feuille de route, ambitieuse, doit nous permettre de continuer à innover tout en rapprochant nos concitoyens du numérique, quel que soit le territoire dont ils sont issus. S'agissant des dispositifs spécifiquement en faveur des collectivités locales et des entreprises, je souhaiterais en citer deux qui sont pour moi essentiels. Le premier concerne notre cybersécurité : il s'agit des parcours cyber de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), dont ont bénéficié et vont bénéficier collectivités et entreprises avec un kit d'exercice pour être plus résilients et anticiper les risques. Sur le même modèle, l'initiative

Cyber PME permet un accompagnement sur-mesure de nos ETI et PME pour déjouer les cyberattaques, bâtir des plans d'action ou tout simplement réaliser un diagnostic personnalisé de sécurité. On ne peut pas laisser notre tissu économique sans solution face aux cybermenaces et je veux ici saluer le remarquable travail accompli par l'ANSSI qui est à l'écoute de nos entreprises à un moment où les tensions mondiales alimentent la montée de la cybercriminalité. Le second concerne l'amélioration du partage et l'utilisation des données par les collectivités : sur la base des préconisations de la mission qui avait été engagée par Stanislas Guérini, nous allons lever les freins qui existaient encore et favoriser le partage de données entre les collectivités elles-mêmes et entre les collectivités et l'État. C'est aussi un gage de simplification des démarches.

**Emmanuel Macron a promis le déploiement généralisé de la fibre optique à l'horizon 2025. Cet engagement est-il tenable, en particulier en montagne ?**

**M. F. :** Emmanuel Macron a pris cet engagement devant les Français et il sera tenu. 100 % des Français, qui demanderont la fibre, l'auront. Ce n'est pas seulement une question d'égalité entre les territoires. C'est d'abord une question d'égalité entre les citoyens. J'ai d'ailleurs signé au début du mois de mars un accord avec Orange pour accélérer le déploiement



Marina Ferrari, dans son bureau au ministère de l'Économie.

de la fibre optique qui avait ralenti en 2023. Il prévoit notamment des raccordements à la demande : dès l'instant où une personne demandera à être raccordée, l'opérateur devra y donner suite dans les six mois. Dans de très rares cas, certains locaux ne sont pas raccordables, en raison de difficultés techniques exceptionnelles. C'était d'ailleurs déjà le cas pour l'accès au téléphone via le cuivre qui ne desservait pas, par exemple, certains refuges isolés.

**La commission sur l'exposition des enfants aux écrans installée par le président de la République a remis ses préconisations le 30 avril dernier, dont celle d'attendre 13 ans pour disposer d'un smartphone avec accès à internet. Quelle est votre position sur ce sujet ?**

**M. F. :** Je me félicite de cette démarche et de cette méthode. Pour éclairer les décisions et

les éventuels futurs arbitrages gouvernementaux, nous avons besoin de réflexions qui se déroulent dans la sérénité, où tous les acteurs et les points de vue sont entendus. Qu'il s'agisse de représentants de l'écosystème numérique, d'acteurs associatifs, de scientifiques, d'universitaires mais aussi de parents... En ce qui me concerne, je souhaite qu'on privilégie une approche équilibrée, qui ne soit pas manichéenne et qui n'oppose pas le secteur du numérique – qui met aussi en œuvre des initiatives vertueuses – et les parents ou la communauté éducative. Nous avons besoin d'avancer main dans la main, sans préjugés ni caricatures, mais en faisant un constat lucide de la situation en intégrant les dangers que les écrans peuvent représenter pour les plus jeunes. Je pense en particulier aux addictions, aux troubles de la concentration ou à la fatigue visuelle. ●

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR VICTOR GUILBERT**



## MARIE-SOPHIE SAINTILLAN, présidente du Tétras Libre

Ouvert depuis 2020, le Centre de sauvegarde de la faune sauvage des Pays de Savoie fonctionne toute l'année. Marie-Sophie Saintillan préside une équipe de quatre salariés, de personnes en service civique, de bénévoles et d'écovolontaires.



© Cle des Médias

# « Nous souhaitons que l'activité du centre se pérennise grâce aux partenaires »

## Répondre aux demandes des découvreurs d'animal blessé

« Le découvreur doit d'abord joindre notre ligne de médiation téléphonique pour obtenir les premiers conseils. Ensuite, il pourra amener l'animal jusqu'au centre. Nous pouvons aussi faire appel aux pompiers quand celui-ci est trop volumineux ou dangereux. Lorsque les découvreurs sont très éloignés, nous avons un réseau de rapatrieurs bénévoles pour les amener au centre ou dans une clinique vétérinaire partenaire. Les animaux restent dans nos infirmeries tant qu'ils ont besoin de soins, puis ils sont installés dans un box ou une volière pour qu'ils récupèrent leur autonomie, avant de les relâcher dans leur milieu naturel. »

## Les projets se multiplient pour développer le centre

« Nous avons plusieurs projets en tête pour optimiser les différents espaces de notre centre. D'abord, nous comptons installer un espace à l'extérieur du bâtiment, dans un module, pour accueillir les bénévoles et les travailleurs du centre durant leur pause déjeuner. Nous souhaitons aussi créer un petit logement pour les écovolontaires qui dorment sur place. Puis, en prenant en compte l'augmentation des coûts énergétiques, nous allons

aménager une chambre froide pour remplacer nos congélateurs énergivores. Ce projet va se réaliser grâce au financement de la fondation Brigitte Bardot. Enfin, nous sommes en train de réaliser une volière de cinquante mètres de long pour la rééducation des grands rapaces. L'armature a été financée par l'entreprise Placoplatre qui nous a proposé son aide. »

## Pérenniser l'activité du centre

« Chaque année, nous avons un budget de fonctionnement de 200 000 euros. Notre activité repose principalement sur les dons et les adhésions de particuliers, de communes ou alors grâce à des investissements ponctuels des entreprises et de différents organismes. Nous espérons obtenir des subventions de fonctionnement de la part des deux départements. Pour la première fois cet hiver, nous avons dû lancer une cagnotte participative pour sauver notre centre. Or nous avons besoin de finances stables pour pouvoir payer les soins, la nourriture des animaux, etc. Il existe de nombreuses façons de nous soutenir sur le long terme : un mécénat d'entreprise ou un partenariat. »

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE RUYER



© Le Tétras Libre

## Construction d'un réseau de bénévoles en Savoie et Haute-Savoie

Le centre a besoin de bénévoles pour tout type de tâches (travaux de grande ampleur ou aide quotidienne avec les animaux). Pour Marie-Sophie Saintillan, il

est parfois difficile de trouver des bénévoles réguliers dans les deux Savoie : « À l'ouverture, nous avons eu une belle dynamique mais il y a des périodes où il est difficile

d'avoir un nombre suffisant de bénévoles. L'association mène aussi des actions de sensibilisation et aimerait développer sa présence en Haute-Savoie avec des locaux. »

# Sallanches : s'amuser sans différences

Le quartier de Vouilloux à Sallanches accueille désormais une nouvelle aire de jeux inclusive. Après plusieurs mois de travaux, les enfants, en situation de handicap ou non, pourront s'amuser ensemble dans les différents espaces dédiés.

C'est un projet de longue date qui peut enfin être dévoilé. Cette aire de jeux inclusive qui a été inaugurée ce mardi 14 mai dernier. Georges Morand, maire de la ville de Sallanches souhaite la dédier à son équipe. Il le dit : « Au début de ma campagne, il y a 4 ans de cela, je ne savais même pas ce que le mot inclusif voulait dire. C'est un projet qui a été porté par l'équipe municipale. » Une parole pouvant paraître maladroite, mais qui laisse pourtant place à un résultat de taille.

## Adapté et pour tous

9 mois de travaux et 2,5 millions d'euros plus tard, le quartier de Vouilloux peut désormais se vanter de son nouveau lieu de vie. Accessible par voie verte ou par voiture, l'aire de jeux se divise en 4 sections en fonction de l'âge et des envies. Chez les tout-petits, on y retrouve des tableaux didactiques, avec des écritures en braille. Pour les plus grands, des trampolines accessibles pour les personnes à mobilité réduite (PMR) ont été installés, mais également une balançoire, des tables de piques, ou encore certaines structures du parcours de « street workout » plus loin dans la section ado/adulte. Selon Aurélie Bonnet, chargée d'opération sur ce projet, « tout dépend du niveau de handicap, mais il est difficile de trouver beaucoup de jeux PMR, ça se développe mais comme on est peu de



La Région, le Département et l'État présents pour l'occasion

communes à avoir franchi le pas, c'est compliqué ». Au sol, pour l'accessibilité on trouve également des bandes de guidage pour les personnes malvoyantes et aveugles. Chaque emplacement de jeux, et chaque pente du terrain ont été pensés pour que les personnes à mobilité réduite puissent circuler. Bien qu'un petit parking ait été construit, avec 4 places handicapées, Aurélie Bonnet appuie : « On mise sur la mobilité active avec la voie verte sur la rue du général de Gaulle et on va entamer des travaux pour en créer une autre, pour que, du centre-ville, on puisse venir à pied ou à vélo. »

## Un exemple à prendre

Cela peut paraître surprenant, mais cette aire de jeux inclusive est une grande première sur le département haut-savoyard. Si la Région, le Département, l'Intercommunalité et la Ville de Sallanches s'en félicitent tous par le biais de leur représentant, le handicap concerne pourtant 12 millions de Français. Comme il semblerait logique d'adapter les trottoirs, entrées de commerces ou d'immeubles, faire une aire de jeux inclusive afin de ne pas mettre à l'écart, les enfants en situation de handicap devrait

l'être également. Pour Georges Morand, « l'utilisateur du mot handicap en politique, et la prise de conscience qu'une bonne partie de la population en est porteur, n'est arrivée que récemment. Aujourd'hui, la politique doit être près des gens et pas juste de l'élitisme pour faire plaisir. On a peut-être attendu trop longtemps pour faire une aire de jeux comme celle-ci, après il faut pouvoir y mettre de l'argent. C'est quand même 2,5 millions avec seulement 450 000 € de subventions, le reste c'est la ville de Sallanches qui paye ». 450 000 € dont 100 000 € de la Région, 150 000 € du service départemental d'aide sociale, 100 000 € du Département, et 50 000 € de l'Agence Nationale du Sport. Malgré le montant important, il assure ne rien regretter car « c'est quelque chose de durable, de fiable », et qu'à l'avenir cela pourrait « servir d'exemple ». Message aux communes voisines, il semblerait que soit venu le temps de suivre le pas !

Comme en remerciement instantané, ce sont plusieurs dizaines d'enfants qui se sont empressés de tester les nouvelles infrastructures dès la sortie de l'école. ●

ALEXANDRA REY

ALEXANDRA.REY@LEFAUCIGNY.FR



Panneaux avec de l'écriture en braille



# Les futurs entrepreneurs du Genevois Français

Les 6 et 7 mai, plus de 30 étudiants ont développé et présenté des projets innovants à Thonon.

Pour un coup d'essai, c'était un coup de maître. Le Pôle métropolitain du Genevois Français, comprenant le Club des Entreprises, l'Université Savoie Mont Blanc et le Lycée Hôtelier Savoie Léman ont organisé un Bootcamp. Cette première édition a permis durant 2 jours, aux étudiants de l'Université Savoie Mont Blanc (1<sup>re</sup> année de licence au doctorat) et des MBWAY Annecy et Grand Genève, de travailler, en format de sessions de formations intensives, au sein du Lycée Hôtelier Savoie Léman à Thonon-les-Bains. L'objectif était de les amener à se confronter à de nombreuses situations, puis de les projeter dans un parcours entrepreneurial.

## Des projets innovants guidés par des experts

Les projets de créations d'entreprises ont été discutés et mis en situation auprès d'un jury d'experts, ponctués d'une table ronde avec le témoignage de Gil Burban, cofondateur d'Yphen, une startup du Grand Genève, mettant en valeur les opportunités du Genevois Français, pour de futures implantations économiques. Les organisateurs n'ont pas ménagé leurs efforts, en mobilisant leurs réseaux ; accompagnateur au



Les lauréats du Prix MBWAY « Ô Life », pour un adaptateur de robinets avec pastilles de saveurs

financement de la création, Communauté French Tech Alpes du Genevois Français, incubateurs (ID CUBE, InnoGex et GexFab), accélérateur « Village by CA », l'ensemble des agences économiques, etc.

## 4 lauréats primés

À l'issue de ces 2 journées de travail intensif, 13 projets ont été présentés par les équipes et 4 ont été valorisés au travers d'une remise de prix, avec à la clé, un accompagnement par des structures d'incubation et pôles économiques du territoire.

Le 1<sup>er</sup> prix de l'innovation a été remis par le Pôle métropolitain du Genevois Français et la French Tech Alpes Genevois Français à « Jolie Dame ». Il s'agit d'une future startup qui propose des sous-vêtements féminins pour accélérer la cicatrisation mammaire post-opération chirurgicale (cancer du sein).

Le second prix du Tourisme a été remis par le campus des Métiers et qualification STHAR, et le Lycée Hôtelier Savoie Léman à « Easy Bike Trailer ». C'est une solution ultralégère de remorque à vélo, pour déve-

lopper les excursions de cyclotourisme, sur le Grand Genève.

Le 3<sup>e</sup> prix coup de cœur de l'Université Savoie Mont Blanc a été remis par le Club des Entreprises de l'Université Savoie Mont Blanc à l'entreprise nouvellement créée « Les Chaleureuses » (voir article du *Faucigny* du 19 avril). La solution proposée est une culotte pour femmes, incorporant des pastilles chauffantes pour lutter contre les règles douloureuses, et les douleurs dues à l'endométriose.

Enfin le 4<sup>e</sup> prix coup de cœur MBWAY a été remis par l'école d'Enseignement Supérieur MBWAY Grand Genève et par la French Tech Alpes à « Ô Life ». Cette future startup propose un adaptateur pour robinet, permettant d'une part le traitement des eaux ainsi que l'ajout de pastilles, avec différentes saveurs pour inciter les jeunes à boire de l'eau. Les objectifs sont à la fois écologiques pour éviter d'utiliser des bouteilles plastiques, et sanitaires pour éviter l'abus de sodas par les jeunes.

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR



Les gagnantes du Prix Genevois Français pour le projet « Jolie Dame » pour des sous-vêtements cicatrisants mammaires

# Vétraz met le cap sur les vélos électriques

Patrick Antoine, maire de la commune, a déjà montré l'exemple en passant à la voiture et au vélo électriques.

Monsieur le Maire prend le vélo à chaque fois qu'il le peut, à la mairie comme pour ses déplacements dans l'agglomération. Les élus doivent tout autant montrer l'exemple et ne pas faire que de beaux discours. La commune étant surplombée d'une colline, il a été décidé de mettre à disposition des vélos à assistance électrique. Pour l'édile, c'est aussi un bon moyen de communiquer avec les habitants, s'arrêter quelques minutes, prendre le temps de bavarder avec les concitoyens, et leur donner l'envie de faire la même chose.

## Le vélo au centre des projets

Le vélo sera au centre des futurs projets, où le piéton sera prioritaire ainsi que les cyclistes. La voiture va devoir traverser cet espace ; c'est donc un autre mode de fonctionnement qu'il va falloir assimiler pour les usagers de la route, habitués à traverser les voies communales à vélo. Aujourd'hui on parle de mode doux et actif, c'est aussi un moyen de faire des économies, vu l'inflation sur le prix des carburants. Vétraz-Monthoux est un peu



Patrick Antoine, le Maire de Vétraz-Monthoux, devant un des vélos sous le nom de « Vétrazition » mis à disposition



Démonstration de la protection en cas de pluie par le prestataire de service

précurseuse, non pas dans la réalisation de pistes cyclables, mais dans la proportion de kilomètres par rapport à l'ensemble des voies communales. Avec un total de 18 km de pistes cyclables, la commune détient le record en la matière, à l'intérieur de l'agglomération annemassienne. L'effort n'est pas terminé, car la commune a fait le choix de l'incitation et de l'exemple. Patrick Antoine déplore la non-sécurisation aux abords des pistes cyclables la nuit, car malheureusement les poteaux ont été vandalisés afin de dérober les câbles en cuivre. Cela a un coût supplémentaire et bien évidemment gêne les cyclistes durant la phase de réparation des candélabres. Il insiste également sur la prudence car il n'y a pas de voies déviées partout. « Il faut que les adultes accompagnent souvent leurs enfants, surtout les jeunes pour les sensibiliser au code de la route. » Concernant la mise en disposition des vélos électriques, ils sont au nombre de 10, et seront dans un premier temps loués à un prestataire qui assurera également la maintenance pour une durée de 6 mois, soit un surcoût pour la commune d'un peu plus de

5 000 euros. Chaque employé municipal pourra, dans la mesure du possible, en obtenir un. Ces vélos pourront également être mis à la disposition des élus, mais le personnel communal restera prioritaire. C'est dans le cadre du diagnostic de TP2A (l'analyse des déplacements des salariés) que la société de transport sur l'agglomération, via le plan de déplacement inter-entreprise, a mis en place cette initiative.

## 4 pôles via Fredo

Pour les habitants et visiteurs, la commune propose 4 pôles d'offres portant le nom de la startup ayant mis en place le système, d'où le nom « Fredo ». Mais l'expérience n'a pas remporté le succès attendu. Prochainement une réflexion sera organisée sur une offre de mise à disposition de véhicule « libre service » dans l'agglomération. La police municipale possède déjà 2 vélos ainsi que les services techniques. L'objectif est clairement d'inverser la tendance « voiture individuelle », soit par la solution des deux roues, soit par le covoiturage.

ALAIN Ayme

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR



## EN BRIEF

## HAUSSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

D'après le rapport de conjoncture de la chambre de commerce et d'industrie Auvergne-Rhône-Alpes, 2023 a enregistré une hausse des échanges à l'exportation s'élevant à 6 311 millions d'euros (+ 3,2 % par rapport à 2022) avec l'Allemagne, la Suisse, les USA, les Pays-Bas (huitième client en 2022) et l'Italie. Cependant les importations

reculent de 9 % (à 4 723 millions d'euros), avec des pays fournisseurs que sont l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Chine et l'Espagne. De fait, le solde de la balance commerciale est en très nette progression avec un excédent record de 1 588 millions d'euros, + 72,1 % par rapport à la même période 2022.



Michel Manent, président du conseil d'orientation et de surveillance (au centre), François Codet, président du directoire (2<sup>e</sup> à gauche) et les mandataires ont présenté les résultats annuels de la Cera, le 30 avril dernier.

des Français et d'une évolution sociétale majeure », commente François Codet.

## 678 millions d'euros de PNB

Par conséquent, les résultats financiers de la Cera affichent un repli sur 2023, avec un produit net bancaire (PNB) de 678 millions d'euros (- 8,8 %) et un résultat net à 155,2 millions d'euros (- 17,4 %). La Cera reste cependant une banque solide, avec un ratio de solvabilité à 19,9 %, et 4,1 milliards d'euros de fonds propres (+ 5,1 %), bien au-delà des exigences réglementaires. Lors de la présentation des résultats annuels, les dirigeants de la caisse régionale ont également insisté sur sa stratégie de spécialisation et son ancrage territorial – notamment grâce à la construction d'un nouveau siège décentralisé à Pringy pour accueillir la cinquantaine de collaborateurs actuellement basés sur le site d'Annecy-Seynod – ainsi que sur ses engagements environnementaux « grâce à une formation accrue des collaborateurs sur le conseil en transition énergétique et à une direction dédiée, Conseil Green », a souligné Michel Manent, président du conseil d'orientation et de surveillance.

VICTOR GUILBERT

# 2023, année charnière pour la Caisse d'épargne Rhône-Alpes

Impactée par la « brutale hausse des taux », la banque régionaliste a enregistré un repli de ses résultats sur l'année 2023, aussi marquée par l'arrivée d'un nouveau président du directoire.

Les années se suivent, mais ne se ressemblent pas pour la Caisse d'épargne Rhône-Alpes (Cera). Les indicateurs étaient en croissance l'année passée, avant qu'une partie d'entre eux ne virent dans le rouge en 2023, comme chez de nombreux autres acteurs du secteur bancaire. Le contexte de remontée des taux a fortement impacté le volume de financements immobiliers octroyés par la caisse régionale, avec une production de 2,1 milliards d'euros de crédits nouveaux (- 34 %), pour 13 %

de part de marché. « La brutale hausse des taux a déstabilisé le secteur. C'est la fin de l'argent gratuit. La conséquence a été mécanique et immédiate sur le marché immobilier, même si ce n'est pas qu'une question de taux, mais aussi de poids des normes, de coût de construction et d'incertitude conjoncturelle », analyse François Codet, le nouveau président du directoire de la Cera, qui a succédé à Alain Denizot en novembre dernier. Malgré ce contexte, la banque régionale dit avoir continué de financer les projets

des particuliers et des professionnels, avec 649 millions d'euros de crédits à la consommation et 2 milliards d'euros de crédits pour les investissements des entreprises. D'ailleurs, « la part de clients professionnels a progressé de 11 % en 2023 », souligne le dirigeant. Côté épargne, la Cera a réalisé un excédent de collecte de plus de 390 millions d'euros. L'assurance-vie et les plans épargne retraite sont des produits en forte progression. « C'est l'illustration de préoccupations croissantes



**DU 27 MAI  
AU 7 JUIN  
2024**

**Les oséades**  
HAUTE-SAVOIE

CCI HAUTE-SAVOIE

**90 ÉVÉNEMENTS**  
pour booster  
votre **ENTREPRISE**

#oseades

www.oseades.com

BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES CAISSE D'ÉPARGNE Rhône Alpes

LE DAUPHINÉ Le Messager L'Essor ODS

# L'évènement économique Oséades 2024 revient avec une nouvelle édition

Du 27 mai au 7 juin, ce nouveau opus propose un programme haut en couleurs avec 90 conférences, ateliers et rencontres, pour toutes les entreprises et industries.

Organisées par les acteurs économiques de Haute-Savoie, sous l'égide de la CCI 74, les Oséades vous permettront d'assister à une multitude de rendez-vous, d'une moyenne d'une ou deux heures, en ligne ou en présentiel. Plus de 90 sont d'ores et déjà planifiés, pour répondre aux attentes des entreprises futures, car une foule de questions se posent, dès que la décision de se lancer à son compte sort du cadre de projet à celui lancement.

Les industries sont également invitées sur des thématiques telles que le Plan de Sobriété Hydrique (PSH), ou comment mieux utiliser l'eau au sein de l'établissement de façon responsable.

## Rompre l'isolement

Souvent seul, l'entrepreneur doit être multitâche : comptable, avocat, commercial, RH, fiscaliste bref autant de fonctions que d'interrogations. C'est justement par ce type d'évènement que vous pourrez, non seulement créer du réseau mais également, trouver des réponses, grâce à un programme dense.

## Un programme dense

Dès le lundi 27 mai, pas moins de 7 rendez-vous sont programmés pour la matinée, allant de 9h à 13h, chacun à un lieu différent, d'où l'intérêt et l'importance des séances en ligne. Voici les principaux rendez-vous à ne pas manquer.

Le lundi 27 au matin, vous aurez le choix entre le travail à temps partagé de 9h à 10h à Cluses chez Alpege, 750 avenue de Colomby. De 9h à 11h à la CMA 74, « Tout savoir sur la création / reprise d'entreprise », 28 avenue de France, à Annecy, puis de 10h à 12h « Plan de Sobriété Hydrique (PSH) » à Thonon à l'Agence Économique du Chablais, 89 chemin de de la Ballastière - ZI de Vongy. De 12h à 14h, « Peut-on confier nos émotions à l'intelligence artificielle ? » à la CCI Haute-Savoie, 5 rue du 27<sup>e</sup> BCA à Annecy. Toujours à la CCI, l'après-midi de 15h à 17h le thème sera de savoir comment déjouer les pièges de l'analyse financière !

Le 28 mai, une journée tout aussi riche vous attend : dès 9h avec une découverte



du Tribunal de Commerce à Delta, 89 chemin de la Ballastière, ZI de Vongy, à Thonon-les-Bains. La CCI Haute-Savoie vous proposera un atelier sur le fait de travailler en Suisse et facturer ses services, de 9h à 11h.

De 12h à 14h, la pépinière d'entreprises Galiléo, 178 Route de Cran-Gevrier, à Chavanod dévoilera le Panorama des solutions numériques régionales. L'après-midi, le rendez-vous est fixé de 14h à 18h au Centre de Congrès de l'Impérial, 1 allée de l'Impérial, d'Annecy, avec le Grand Annecy et l'Office de Tourisme pour connaître leurs stratégies en matière de tourisme durable et les écocertifications. Si on parlait franchise ? Si le sujet vous intéresse, ce sera de 14h à 15h à la CCI 74.

Le matin du 29 mai, vous pourrez découvrir comment prospecter efficacement grâce au réseautage, (de 9h à 11h à l'Agence Économique du Chablais, 89 chemin de la Ballastière - ZI de Vongy de Thonon). Avec ce programme alléchant, la CCI Haute-Savoie vous proposera comment créer du contenu local pertinent, augmenter votre visibilité sur le web, en bref découvrir le Digital Markets Act, de 11h à 12h30. Après un bon repas, quoi de mieux que de concilier succès entrepreneurial et engagement économique ? Pour cela, il faudra vous rendre à l'Hôtel Mercure d'Annecy Sud. De 14h à 15h30, 76 avenue d'Aix-les-Bains, à Seynod.

Le 30 mai, l'innovation n'est possible que si le dirigeant de l'entreprise est une sorte de superman, c'est pourquoi de 10h à 12h, un atelier sur la santé du dirigeant se tiendra à la CCI Haute-Savoie. Dans le même temps, en ligne, vous saurez comment rendre votre site web performant de 10h30 à 12h.

Le 31 mai, la Gendarmerie Nationale expliquera en une heure comment détecter et prévenir les menaces, car votre entreprise regorge de ressources matérielles ou immatérielles très coûteuses et précieuses qu'il faut protéger. De 9h à 10h à la CCI Haute-Savoie, 5 rue du 27<sup>e</sup> BCA, Annecy.

Sous le signe du sport, le Grand Annecy et OSV vous invite à une Olympiade en équipe « The Climate Workout » avec un atelier en 6 étapes (1- l'échauffement ; 2- le carbone quizz ; 3- la cart'alimentation ; 4- l'odyssée décarbonée ; 5- l'archipel des solutions ; 6- le mur des engagements), avec un pot d'accueil. Cela permettra au

Grand Annecy de vous faire découvrir sa pépinière d'entreprise « Annecy Base Camp ». De 10h à 12h à Annecy Base Camp, Parc des Glaisins, 12c Rue du Pré Faucon, à Annecy.

Les outils numériques n'auront plus de secrets pour vous grâce à l'atelier mené par Katel Marester de VP Féminin Entreprendre. De 10h à 12h à l'Agence Économique du Chablais, 89 chemin de la Ballastière - ZI de Vongy, à Thonon.

La société SIMOND, la French Tech Mont-Blanc et la SAEM Chamonix Développement s'associent pour vous accueillir au siège de Simond à Chamonix-Mont-Blanc, pour vous présenter les opportunités qui s'offrent à vous dans la vallée de Chamonix en tant qu'entrepreneur. De 14h à 16h chez Simond Chamonix Mont-Blanc, 150 route des papillons, à Chamonix-Mont-Blanc.

Lorsqu'une société est toute nouvelle, signer son premier contrat commercial est un sentiment euphorique, mais attention aux pièges. C'est ce que vous indiquera Élodie Favre-Lorraine, avocate chez EFL Avocats. De 14h à 16h à la CCI Haute-Savoie.

Connaître les codes pour créer sa start up vous sera proposé par François Bodart et Marie-Laure Pellotier d'OTECI. De 18h à 20h à l'Hôtel Mercure Annecy Sud, 76 avenue d'Aix-les-Bains, à Annecy Seynod. Le 3 juin, la Banque de France vous propose de décrypter les signes d'authentification de billets et découvrir les travaux sur l'éventuelle émission d'un euro nu-

mérique. Cet équivalent du billet, sous forme numérique, sera accessible au grand public, en complément des espèces et des autres moyens de paiement. De 10h à 12h à la Banque de France, 9 bis avenue de Chambéry à Annecy.

Le 3 juin également, la communication 2.0 vous sera accessible grâce à l'intervention de Laura Scarpa de Bim Agency, qui vous guidera sur un Instagram créatif et performant de 14h à 16h à la CCI Haute-Savoie. Dans le même temps, un atelier agriculture « S'installer en agriculture, et pourquoi pas moi ? » vous donnera les étapes clés pour créer une entreprise agricole. De 14h à 16h à la Chambre d'Agriculture Savoie Mont Blanc, 52 avenue des îles, Annecy.

Si vous souhaitez vous lancer plutôt dans les métiers de santé, Nicolas Duc, du Grand Annecy, vous permettra de comprendre les formalités, les aides et les formations pour créer ou reprendre une activité dans le secteur CHR. De 18h à 20h à Perene - 4 r St François de Sales, Annecy.

Enfin, le 4 juin pour ceux qui souhaitent monter une holding, l'intervention d'Anthony Birraux, Charles-Alexis Gilibert-Bonnamour et Vincent Morati, notaires, indiqueront comment optimiser une gouvernance et développer sa holding, les avantages qu'elle procure, les conditions à remplir pour bénéficier du dispositif Dutreuil et la fiscalité avantageuse en cas de cession de holding. De 8h30 à 10h à la CCO Haute-Savoie.

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR



Maîtriser les réseaux sociaux est indispensable pour une bonne visibilité de l'entreprise

# Protéger la biodiversité depuis son jardin

Depuis les 30 dernières années, la population d'insectes est en déclin. Pourtant, ces petits êtres, parfois agaçants, parfois effrayants, sont indispensables au bon fonctionnement de la nature. Au quotidien, il est possible d'agir de différentes façons pour préserver notre environnement. Et ce, sans même sortir de chez soi.

**V**ous l'avez sûrement déjà entendu ou bien même déjà vécu, il y a 30 ans, chaque trajet en voiture connaissait son quart d'heure de nettoyage intensif à l'arrivée. La faute à tous les insectes qui s'étaient écrasés sur l'avant du véhicule. Mais désormais, ce n'est plus le cas et c'est une mauvaise nouvelle. Les insectes auraient diminué de 70 à 80 % en Europe, majoritairement dû à l'agro-industrie, les pesticides et à la bétonisation mais aussi le réchauffement climatique.

## Un rôle essentiel

Leur disparition a un fort impact sur l'envi-

ronnement et par conséquent sur l'humain. Les insectes sont les premiers pollinisateurs de plantes. Les plus connues sont les abeilles mais elles ne sont pas les seules. Certaines plantes dépendent d'une seule espèce d'insecte pour se reproduire. Avec une plus faible pollinisation, la diversité alimentaire pourrait diminuer et entraîner des déficits en nutriments. De plus, selon l'association de lutte de protection des pollinisateurs Pollinis : « Certains insectes sont aussi des alliés précieux parce qu'ils se nourrissent des insectes ravageurs de cultures. Avec leur disparition, le risque est de voir proliférer un petit nombre d'espèces

problématiques, profitant de la déstabilisation des écosystèmes. »

Du côté des animaux, les insectes sont leur principale source de nourriture. Une étude qui date déjà de 2014 montre que l'Europe a ainsi perdu plus de 420 millions d'oiseaux en 30 ans. Enfin, en ayant un rôle de nettoyage de la matière organique, les insectes permettent un maintien de l'équilibre sanitaire, en évitant la prolifération de bactéries et en régénérant les sols. ●

ALEXANDRA REY

ALEXANDRA.REY@LEFAUCIGNY.FR



Faites de votre terrain, un jardin bucolique



# Les petits gestes à adopter

## Pour les détenteurs de jardin, balcon, potager...

– Semer des fleurs mellifères (dont le nectar sera récolté par les abeilles et transformé en miel), des plantes locales et indigènes. Les plantes exotiques n'apportent rien aux insectes locaux.

– Faire de la tonte raisonnée. C'est-à-dire tondre seulement certaines zones du jardin ou bien seulement 1 à 2 fois dans la saison. Mais aussi, de relever la hauteur de tonte à 10 cm ou encore de tondre de l'intérieur vers l'extérieur, pour que les différents animaux ne se



Pour que tout le monde puisse profiter d'un peu de fraîcheur

retrouvent pas piégés. Cela aidera les insectes (mais aussi d'autres animaux, comme les lézards, ou les amphibiens) d'y vivre, les herbes hautes leurs permettent de se protéger de la chaleur et les plantes, de se nourrir.

– Garder des souches ou des arbres morts dans son jardin pour permettre aux pollinisateurs de s'y installer.

– Privilégier une haie plutôt qu'un grillage ou une palissade.

– Bannir les pesticides de son jardin. De nombreuses alternatives naturelles existent.

– Laisser les limaces en vie, même celles qui dévorent vos salades. La Ligue de Protection des Oiseaux préconise « l'installation de barrières, création de zones de cantines à l'écart du potager. Évitez autant que possible de les exterminer. La nature a horreur du vide et d'autres limaces et escargots viendront rapidement occuper l'espace disponible. Le problème ne sera alors toujours pas réglé ».

– Ne pas utiliser de terreaux contenant de la tourbe. En effet, la tourbe provient des tourbières, des zones humides dont la matière n'est pas renouvelable. Selon l'Office Français de la Biodiversité (OFB), « pour obtenir 5 cm de tourbe, il

faut environ un siècle » ! Il est important de les préserver car elles sont de réelles alliées contre le réchauffement climatique en préservant l'eau, en accueillant la biodiversité et en stockant d'importantes quantités de carbone, lorsqu'elles sont en bonne santé. Mais dans le cas contraire, elles émettent des gaz à effet de serre.

## ... et pour les autres

– Faire de la science participative ! Cette activité ludique accessible à toutes et tous se pratique de plus en plus à la ville, comme en campagne. De nombreuses associations et laboratoires scientifiques comme le CREA Mont-Blanc, France Nature Environnement, Arthropologia proposent des programmes.

– Manger local et provenant d'une agriculture raisonnée sans pesticides pour votre santé et celle de la biodiversité.

– Mettre de l'eau à disposition. Tout le monde a besoin de s'hydrater, et ça, toute l'année.

– Inciter la commune à réduire la pollution lumineuse en réduisant l'éclairage des lampadaires de villes, avec par exemple l'installation de détecteurs de mouvements.

**LE FAUCIGNY**

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE VOTRE RÉGION  
SUR NOTRE SITE INTERNET

[www.lefaucigny.fr](http://www.lefaucigny.fr)

**Abonnement numérique 60 € / an**

# Une trace complexe

*Marguerite et le mont Blanc* est le premier roman de Michaël Sibony. Si la montagne occupe une place majeure dans cet ouvrage, le titre du livre, un peu mystérieux, laisse deviner que son propos dépasse le récit d'une simple ascension.

► Au mois de juillet 2016, le narrateur s'apprête à gravir le Mont-Blanc. Il a tout planifié : entraînement sur les sentiers de la vallée de Chamonix, engagement d'un guide compétent. Les dangers sont bien réels : chutes de pierres dans le sinistre couloir du Goûter, perte de la trace en cas de mauvais temps et surtout, cet imprévisible mal des montagnes qui oblige de nombreux alpinistes à abandonner à 4 300 m, au refuge Vallot. Côté finance, la facture est un peu lourde, mais après tout c'est le tarif appliqué à une course en haute montagne. Mais soyons raisonnables, même si l'auteur a tendance à surestimer le pourcentage des pentes à gravir, dans l'ensemble, la voie normale du Mont-Blanc n'a rien de très compliqué. En fait, dans ce couple que forment le sommet et l'alpiniste, le plus complexe des deux, c'est bien ce dernier. Il approche de la trentaine. Personnalité singulière, il est passionné par la montagne, la musique et les trains. Il faut y ajouter une histoire personnelle douloureuse, la perte à la naissance de l'une de ses sœurs jumelles alors qu'il avait 5 ans. Tout cela baigné dans un contexte de mémoire familiale et de culture juive parfois humoristique mais globalement dramatique qui donne une ossature singulière à ce récit. C'est un roman autobiographique dont le déroulement s'apparente à un grand jeu de l'oie. De case en case, les événements et les surprises se succèdent. Avant d'atteindre la case sommitale, le lecteur est invité à parcourir les étapes successives qui ont jalonné la vie du narrateur. Tout débute à Chamonix où Michaël, pourtant très attentif aux changements climatiques et sociaux de la Vallée, reçoit un coup de massue de la part de sa charmante voisine. En guise de bienvenue, elle lui fait sèchement remarquer qu'être propriétaire dans le bourg, ce qui est son cas, ne suffit pas pour être considéré comme un authentique Chamoniard. La



case suivante de l'itinéraire passe ensuite par le col de Voza, lieu à la fois heureux et douloureux pour l'auteur. À 5 ans, en compagnie de ses parents, c'est ici qu'il découvre sa passion pour la montagne et qu'il se jure de gravir un jour le Mont-Blanc. Le même jour, il tombe en admiration devant la livrée rouge et crème de la motrice du tramway du Mont-Blanc, celle qui sera à l'origine de sa passion ferroviaire. « Elle s'appelle Marguerite », lui dit le conducteur du train. Alors ce sera le prénom de l'une des jumelles, fait-il jurer à sa maman. Mais dans ce jeu, les dés sont parfois involontairement pipés. Marguerite mourra à la naissance et le mécanicien s'est trompé. La locomotive ne s'appelle pas Marguerite mais Marie. Désormais son souvenir reste attaché à la montagne et justifie le titre du roman. L'autre souvenir fort, c'est celui de l'oncle Ajzik, apatride et révolté permanent qui lui transmet la passion de toutes les musiques d'origine juive ou pas qui cadenceront ses

pas en montagne. La case parisienne le plonge dans sa judéité, témoins ces multiples plaques commémoratives rappelant la douloureuse histoire de la communauté juive pendant la dernière guerre dans la Capitale. Elle fait écho à l'histoire même de la vallée qui, sous un jour accueillant a été le théâtre de la traque de familles juives cherchant leur salut vers la frontière suisse. Une pause à Tel-Aviv où, curieusement, commence la préparation physique de la future ascension, suivie d'une incursion tragi-comique à Istanbul où l'auteur se fait détrousser en règle de son argent par deux malfrats.

Il y a toujours un petit grain de sable qui se glisse dans sa vie personnelle du héros. C'est parfois « chaplinesque » comme l'utilisation maladroite mais inoffensive de la bouteille de camping « Butagaz », parfois plus compliqué quand il perd, un jour d'entraînement, son matériel d'alpinisme à proximité d'une crevasse. Parallèlement, la rencontre avec deux jeunes filles évoque le souvenir très présent de ses sœurs jumelles.

L'évocation du double et de la ressemblance est une constante du texte. Elle s'exprime dans le relief, dans les sommets où les coupoles neigeuses ont tendance à se confondre. « *Enfant, je préférerais le dôme du Goûter au Mont-Blanc* », avoue l'auteur. C'est en partant du refuge du Goûter que va se jouer la partie finale de son ascension. Mais là encore, un imprévu de type climatique va bouleverser les plans du guide... et hop, on saute les cases à grande vitesse pour atteindre le sommet plus rapidement que prévu.

Dans ce premier roman très réussi, qui s'appuie sur la mémoire personnelle et familiale tourmentée, Michaël Sibony nous fait partager sa grande passion pour la montagne.

Michaël Sibony, *Marguerite et le Mont-Blanc*, Éditions de l'Aube, 2024. 18,90 €

JACQUES DELOCHE

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR



PAR JEAN-PIERRE ANDREYON



© Universal Studios

## THE FALL GUY

## Le saut de l'ange

Dans *Once upon a time... in Hollywood*, Quentin Tarantino mettait à l'honneur un métier bien oublié ou sous-estimé du cinéma d'action, celui de cascadeur, en confrontant un acteur renommé mais déjà sur la pente, Rick Dalton (Leonardo DiCaprio) à sa doublure, Cliff Booth, interprété par Brad Pitt. Hasard ou malice, qui remporta l'Oscar ? L'ami Brad. Pour *The Fall Guy* il est patent que le réalisateur David Leitch, ayant lui-même vingt ans de cascades dans les reins, a voulu suivre le même chemin en adoubant ces sans-grades dont il a fait partie.

## Un métier dangereux

D'où Colt Seavers, attaché à la personne de l'acteur bankable Tom Rider, qui prétend devant les médias effectuer toutes ses cascades lui-même (toute ressemblance... etc.), alors qu'il semble avoir peur de

même se décoiffer. Et voilà que lors du tournage d'un film de science-fiction, devant faire un plongeon de 60 mètres, un câble pète, Colt se casse les reins à l'atterrissage et, accablé, doit abandonner le métier, en même temps que Jody, la charmante assistante réalisatrice dont il est amoureux. Jusqu'à ce qu'un an et demi plus tard, la productrice le rappelle, car Tom a besoin de lui pour un nouveau film, dont la réalisatrice n'est autre que Jody, qui a entre-temps pris du galon. Colt accepte, et c'est là qu'il va découvrir que l'accident dont il a été victime était un coup monté pour l'éliminer et dont le responsable... mais chut. Quant au métrage, il peut démarrer en quatrième vitesse, devenant un thriller à la James Bond où la formation de Colt va l'aider à lutter efficacement contre les méchants qui en veulent toujours à sa peau, dans une

suite de bastons à vous donner le tournis.

## Haute voltige

N'est-il pas tout de même dommage qu'un film sur le cinéma perde quelque peu son originalité documentaire en se dissipant dans un cadre de thriller plutôt banal ? On se consolera avec les multiples cascades qui, et c'est bien le moins, sont spectaculaires (cf. ce saut entre une voiture roulant à 120 km/h et un hélicoptère), de même qu'on retrouve avec plaisir un Ryan Gosling sorti indemne et tout charme dehors de *Barbie* et qu'Emily Blunt seconde avec charme – le fait qu'elle incarne une femme accédant au poste de réalisatrice d'un block-buster insufflant, qui plus est, à l'ensemble une appréciable note féministe. Une question quand même : mais qui alors fait les cascades ? Rendez-vous au générique...

## ET AUSSI

## Une affaire de principe

C'est celle, « tirée d'un fait réel », qui met en cause, entre 1992 et 1994, le limogeage de John Dalli, commissaire à la santé, où le lobby du tabac, Philip Morris en tête, ne serait pas innocent. Dans le rôle du Zorro du Parlement européen de Bruxelles, nul autre que José Bové, trublion des OGM et des fast-foods, devenu ici parlementaire quelque peu assagi. C'est pour lui (et sa pipe) où, dans le rôle, Bouli Lanners s'est glissé avec une vérité confondante, qu'on peut apprécier le film très documenté d'Antoine Rimbault, plutôt que pour un suspense où, de discours en discussions, on peut trouver le temps long et se perdre dans des détails réservés aux spécialistes.

## Jusqu'au bout du monde

Années 1860, le Montana sauvage où un immigré danois, Olsen, s'éprend de la piquante Vivienne. Suit une vie rude mais heureuse que vient interrompre la guerre civile. Olsen s'engage, mais quand il revient au bout de cinq ans... Scénariste, musicien, réalisateur et présent devant la caméra, Viggo Mortensen, pour son second long métrage, décline une ballade élégiaque à la chronologie bousculée dont le thème de base, le drame et la vengeance, portés par un héros mutique, évoque Clint Eastwood, même si s'impose au premier plan, forte, fragile, victime, l'incomparable Vicky Krieps.

DU VENDREDI 17  
AU VENDREDI 31 MAI 2024

# L'Agenda des sorties

## VENDREDI 17 MAI

### THÉÂTRE

#### Au non du père

De et mise en scène Ahmed Madani.  
Par la Cie Madani. Avec Anissa et Ahmed  
Madani. Dans le cadre des Chemins  
de traverse. 20h. De 14 à 16€.  
Espace du Morillon, 4, chemin  
de la Prairie, Thonon-les-Bains  
04 50 71 74 47

### JAZZ, BLUES

#### Marion Rampal & Gabi Hartmann

20h30. De 10 à 24€.  
Château Rouge, 1, route de Bonneville,  
Annemasse - 04 50 43 24 24

## SAMEDI 18 MAI

### HUMOUR

#### Laurent Gerra

«Laurent Gerra se met à table !».  
20h. De 55 à 69€.  
Arcadium, 32, boulevard du Fier, Annecy  
04 50 88 38 74

### MUSIQUE CLASSIQUE

#### Orchestre des Pays de Savoie

«Beethoven - Les quatuors intimes».  
Direction et violon Emma Gibout ; et Jean-  
Baptiste Desbosc, comédien. 21h.  
Église Saint-Nicolas, Combloux  
04 50 58 60 49

### MUSIQUE DU MONDE

#### Mazel Tov Cocktail Party

Avec David Krakauer (clarinette et voix),  
Kathleen Tagg (piano, clavier, violoncelle  
et accordéon), Sarah MK (voix et rap)...  
20h30. De 10 à 31€.  
Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, Annecy  
04 50 33 44 00

### ANIMATION DIVERSE

#### 20<sup>e</sup> Nuit européenne des musées

Diverses animations dans des musées  
du département.  
En Haute-Savoie  
nuitdesmusees.culture.gouv.fr

## DIMANCHE 19 MAI

### MUSIQUE CLASSIQUE

#### Néo Académie

Avec les lauréats du Geneva Junior Music  
Competition. Dans le cadre de la saison de  
l'Espace Louis Simon. 17h. **GRATUIT**  
Pavillon Stéphane Hessel, Gaillard  
04 50 92 23 85

## MARDI 21 MAI

### CABARET, COMÉDIE MUSICALE

#### Requiem pour du pognon

Comédie musicale. De Jacques Gay.  
Avec les élèves de l'Académie lyricomédies.  
Mar 21, 28 mai, jeu 23, 30 mai, dim 26 mai,  
lun 27 mai, ven 31 mai 20h30.  
De 19,80 à 24,20€.  
Salle Pierre Lamy, Annecy - 04 50 45 38 68

## MERCREDI 22 MAI

### POP, ROCK

#### Smutt & Thee Sweeders

Punk rock. 20h30. **GRATUIT**  
Le Brise Glace, 54 bis, rue des Marquisats,  
Annecy - 04 50 33 65 10

### DANSE

#### La tendresse

Danse/théâtre. De et mise en scène Julie  
Berès. Chorégraphie Jessica Noita. Par la  
Cie Les Cambrioleurs. Les 22 et 23 mai.  
Mer 20h30. Jeu 19h30. De 10 à 24€.  
Château Rouge, 1, route de Bonneville,  
Annemasse - 04 50 43 24 24

## JEUDI 23 MAI

### POP, ROCK

#### Colt

20h30. De 12 à 20€.  
Le Brise Glace, 54 bis, rue des Marquisats,  
Annecy - 04 50 33 65 10

### CABARET, COMÉDIE MUSICALE

#### Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

### MUSIQUE DU MONDE

#### Trio Kafé Gáta

Musiques modales d'Europe orientale.  
Avec Mélina Vlachos (voix, oud et guitare),  
Nils Kassap (clarinette et clarinette basse)  
et Thomas Lauret (voix, violon et guitare).  
Dans le cadre des Chemins de traverse.  
20h. De 14 à 16€.  
Salle L'Otremont, 167, chemin sur les Crêts,  
Chens-sur-Léman - 04 50 71 39 47

### DANSE

#### La tendresse

Voir le 22 mai.

### JEUNE PUBLIC

#### Chotto Dosh

Chorégraphie Akram Khan. Mise en scène  
Sue Buckmaster. Par Akram Khan Company.  
18h30. De 8 à 18€. Dès 6 ans.  
EMC2 - Espace Michel Croz, place  
du Mont-Blanc, Chamonix-Mont-Blanc  
04 50 53 75 17

## VENDREDI 24 MAI

### THÉÂTRE

#### Téléphone-moi

De Jean-Christophe Dollé. Mise en scène  
Clotilde Morgiève et Jean-Christophe Dollé.  
Par la Cie Fouic Théâtre. Avec Solenn Denis,  
Stéphane Aubry, Jean-Christophe Dollé  
et Clotilde Morgiève. Dans le cadre de la  
saison de la Maison des arts du Léman.  
20h30. De 22 à 25€.  
Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian,  
Thonon-les-Bains - 04 50 71 39 47

### HUMOUR

#### Laura Domenge

«Une nuit avec Laura Domenge».  
20h. De 8 à 19€.  
Salle Léon Curral, 213, avenue Albert-  
Gruffat, Sallanches - 04 50 91 56 46

#### Philippe Lellouche

«Stand alone». 20h30. 29€.  
Casino de Saint-Julien-en-Genevois,  
route d'Annecy, Saint-Julien-en-Genevois  
04 50 49 17 17

#### Thaïs

«Thaïs, hymne à la joie». 20h. De 27 à 32€.  
Théâtre Les Allos, 14, place des Allobroges,  
Cluses - 04 50 98 97 45



## MAGIE

## À vue

Cirque et magie performative. De et avec Maxime Delforges et Jérôme Helfenstein. Mise en scène Fabien Palin. Par la Cie 32 Novembre. 20h30. De 8 à 19€.

Quai des Arts, place d'Armes, Rumilly  
04 50 01 46 60

## MUSIQUE CLASSIQUE

## FugaCités

Concert chorégraphié. Musique baroque et cultures urbaines. Avec Jérôme Oussou, hip-hop ; Mehdi Krüger, slam ; et l'ensemble du Concert de l'Hostel Dieu (dir. Franck-Emmanuel Comte). 20h. De 5 à 15€.

Parvis des Fiz, 255, rue Arsène-Poncet, Passy - 04 50 55 34 10

## MUSIQUE DU MONDE

## Trio Kafé Gáta

Musiques modales d'Europe orientale. Avec Mélina Vlachos (voix, oud et guitare), Nils Kassap (clarinette et clarinette basse) et Thomas Lauret (voix, violon et guitare). Dans le cadre des Chemins de traverse. 20h. De 14 à 16€.

Salle polyvalente, Orcier - 04 50 71 39 47

## CIRQUE

## Wonder petrol

D'Aurélien Prost. Mise en scène Facundo Diab. Par la Cie Cirque Rouages. Avec Aurélien Prost, Émilien Agate, Zoranne Serrano... Dans le cadre de la saison de L'Agora. 20h30. **GRATUIT**

Château des Sires de Faucigny, 104, place de l'Église, Bonneville  
04 50 97 01 92

SAMEDI  
25 MAI

## MUSIQUE DU MONDE

## Trio Kafé Gáta

Musiques modales d'Europe orientale. Avec Mélina Vlachos (voix, oud et guitare), Nils Kassap (clarinette et clarinette basse) et Thomas Lauret (voix, violon et guitare). Dans le cadre des Chemins de traverse. 20h30. De 14 à 16€.

Théâtre du Casino, quai Baron-de-Blonay, Évian-les-Bains - 04 50 71 39 47

## Youssoupha

«Gospel symphonique expérience». Gospel et rap. 20h30. De 10 à 30€.

Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

## JEUNE PUBLIC

## Je suis tigre

Danse, acrobatie et dessin live. Mise en scène et chorégraphie Florence Bernad. Par le groupe Noces. 10h30. De 5 à 10€. Dès 6 ans.

Le Pôle, 363, allée du Collège, Alby-sur-Chéran - 04 50 68 11 99

DIMANCHE  
26 MAI

## CABARET, COMÉDIE MUSICALE

## Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

## JEUNE PUBLIC

## Aldebert

«Hell'debert – Enfantillages 666». 15h, 18h. De 18 à 39€. Dès 5 ans.

Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, Annecy  
04 50 33 44 00

LUNDI  
27 MAI

## CABARET, COMÉDIE MUSICALE

## Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

MARDI  
28 MAI

## CABARET, COMÉDIE MUSICALE

## Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

## HUMOUR

## Vérino

«Focus». Dans le cadre de la saison de la Maison des arts du Léman. 20h30. De 20 à 35€.

Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian, Thonon-les-Bains - 04 50 71 39 47

MERCREDI  
29 MAI

## THÉÂTRE

## Coyote

De Patrice Thibaud. Avec Jean-Luc Debattice, Philippe Leygnac et Patrice Thibaud. Les 29 et 30 mai. Mer 29 mai 20h30. Jeu 30 mai 19h30. De 10 à 24€.

Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

## RAP, HIP-HOP, SLAM

## Rap challenge

Avec Azoo, vainqueur du Rap challenge

2023. 20h30. **GRATUIT**

Le Brise Glace, 54 bis, rue des Marquisats, Annecy - 04 50 33 65 10

## JEUNE PUBLIC

## La puce, le chameau et les autres

D'après Jean-Hugues Malineau. Par les Cies Comme sur des roulettes et LEA. 15h30, 17h30. De 8 à 14€. Dès 3 ans.

Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

## Nos petits penchants

Théâtre d'objets. De Pierre-Yves Guinais et Yoanelle Stratman. Par la Cie des Fourmis dans la lanterne. 18h. De 7 à 11€. Dès 7 ans. Salle Léon Curral, 213, avenue Albert-Gruffat, Sallanches - 04 50 91 56 46

JEUDI  
30 MAI

## THÉÂTRE

## Coyote

Voir le 29 mai.

## CABARET, COMÉDIE MUSICALE

## Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

VENDREDI  
31 MAI

## CHANSON

## Thomas Marty

«Allez, la bise !». 20h. Complet.

Arcadium, 32, boulevard du Fier, Annecy  
04 50 88 38 74

## CABARET, COMÉDIE MUSICALE

## Requiem pour du pognon

Voir le 21 mai.

## CINÉ-CONCERT

## Come Prima

BD-concert. D'après la BD d'Alfred.

Musique de Splendor in the grass.

20h. De 10 à 20€.

Espace Louis Simon, 10, rue du Châtelet, Gaillard - 04 50 92 23 85

## DANSE

## Système Castafiore

«Postcard». Chorégraphie Marcia Marcellos. Avec Caroline Chaumont, Daphné Mauger, Sara Pasquier... Dans le cadre de la saison de la Maison des arts du Léman. 20h. De 20 à 30€.

Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian, Thonon-les-Bains - 04 50 71 39 47

## ANIMATION NATURE

## Rendez-vous aux jardins

21<sup>e</sup> édition. Thème : «Les cinq sens au jardin». Portes ouvertes. Ateliers, visites de serres, animations vidéo, photographies, concerts... Les 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin.

En Haute-Savoie  
rendezvousauxjardins.culture.gouv.fr

## ANIMATION SPORTIVE

15<sup>e</sup> Vélo vert festival

Grande fête du VTT.

Les 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin.

Samoëns - 04 50 34 40 28

# On devrait tous signer un mandat de protection future !

La dépendance est l'affaire de tous ! Il n'est en effet plus nécessaire de prouver que nous vivons plus âgés en France et que la dépendance est un sujet qui nous concerne tous, à plus ou moins court terme.



Par M<sup>e</sup> Benjamin Duménil, notaire.

Force est de constater que la génération du baby-boom de l'après-guerre arrivera progressivement vers le grand âge entre les années 2025 et 2030, puisque cette tranche de la population fêtera son 80<sup>e</sup> anniversaire au cours de cette période. L'arrivée vers le grand âge impose de se poser la question, soit pour soi-même, soit pour ses proches concernés par l'entrée dans cette période, de l'éventuelle perte d'autonomie et de la dépendance vis-à-vis d'autrui. Certes, nous sommes tous amenés à être concernés par le grand âge, mais nous sommes aussi tous des potentiels incapables en devenir à court, moyen ou long terme. Cette incapacité peut survenir plus tôt que prévu, soit par la survenance inattendue d'une maladie, soit par un accident. Ce constat ne doit pas être pris négativement, mais avec responsabilité, pour éviter à nos proches de subir notre manque d'anticipation.

## Quand sommes-nous considérés comme incapables ?

L'incapacité peut se définir comme la réduction, partielle ou totale, temporaire ou définitive, de pouvoir jouir d'un droit ou de l'exercer. Cette incapacité peut prendre plusieurs formes : physique (corporelle) ou mentale (cognitive). Lorsque nous ne sommes plus en mesure d'exercer personnellement nos droits et nos devoirs, nos proches sont amenés à se poser la question de notre placement sous une mesure de protection pour éviter tout abus de faiblesse. Nombre de personnes se trouvent démunies, lorsqu'elles constatent, impuissantes, qu'aucune anticipation n'a été prise. Nous pensons régulièrement à anticiper notre transmission de patrimoine (donation), à organiser notre succession (testament, changement de régime matrimonial, donation entre époux), mais pensons-nous à anticiper notre incapacité potentielle ?

## Gare à l'absence d'anticipation !

Pour mettre en place une mesure de protection, en l'absence d'anticipation, il convient d'obtenir

une décision rendue par la voie judiciaire dont le délai ne cesse de s'accroître. Quelle que soit la mesure prononcée par le juge (tutelle, ou habilitation familiale), le délai de mise en place d'une mesure de protection judiciaire en faveur d'un incapable majeur est extrêmement variable d'une instance à l'autre. Le délai d'obtention d'une décision de placement sous mesure de protection judiciaire prend en moyenne entre six mois et un an et demi. Aujourd'hui, ce délai ne risque pas de se réduire, compte tenu notamment du nombre de personnes entrant dans la période du grand âge. En l'absence d'anticipation, c'est donc le juge qui décidera en définitive du choix de la mesure de protection la plus appropriée et du représentant de la personne incapable à protéger, après avoir pris le soin d'auditionner la personne à protéger et ses proches (conjoint et enfants).

## L'urgence de santé publique : la signature d'un mandat de protection future

Il est donc urgent d'agir, en anticipant le fait d'être confronté à cette situation. La solution existe, il s'agit d'établir un mandat de protection future. Cet outil a été créé par la loi du 5 mars 2007. Il permet d'anticiper une incapacité à venir. Il s'agit pour la personne dénommée « mandant » de désigner à l'avance une autre personne identifiée et dénommée « mandataire » qui sera chargée de gérer ses affaires, le jour où elle ne sera plus en mesure de le faire par elle-même, soit sur le plan personnel, soit sur le plan patrimonial ou bien même sur les deux plans. Bien entendu la question cruciale et délicate pour le mandant demeure dans le choix de son ou ses mandataires. Le mandat de protection future est aujourd'hui trop peu connu du grand public, alors qu'il est un moyen de choisir par avance, soit même, son propre représentant (mandataire), lorsque nous ne disposerons plus de toutes nos facultés. Ce mandat sera d'autant plus personnalisé, individualisé et pertinent si vous l'établissez avec le concours de votre notaire qui



*Le mandat de protection future est aujourd'hui trop peu connu du grand public, alors qu'il est un moyen de choisir par avance, soi-même, son propre représentant, lorsque nous ne disposerons plus de toutes nos facultés.*

saura vous accompagner et vous éclairer pour ce moment particulier d'anticipation, devant prendre en compte les différentes sphères de votre vie personnelle, patrimoniale, professionnelle, conjugale et familiale. Tant que nous conservons toutes nos capacités, ce mandat est passif. Pour rendre actif le mandat, notre mandataire se présentera personnellement au greffe du tribunal judiciaire du lieu du domicile de la personne à protéger. Il se rendra au greffe du tribunal, dans la mesure du possible avec le mandant, muni du mandat et du certificat médical datant de moins de deux mois. Ce certificat médical est délivré par un médecin expert inscrit sur une liste établie par le procureur de la république constatant l'altération des facultés de l'incapable. À la sortie du greffe du tribunal, le mandat deviendra actif. Contrairement au délai de mise en place d'une mesure de protection judiciaire, l'activation du mandat de protection future peut se réaliser dans un délai raisonnable compris entre un et trois mois, à compter du constat par le mandataire de la dégradation de l'état de santé du mandant au point de devoir être représenté.

### Le mandat actif, un outil de gestion personnalisé d'orfèvrerie !

Ce délai rapide d'activation du mandat de protection future prend tout son sens et fait la force de cet outil de protection en direction de la personne à protéger. En pratique, le mandataire devant prendre le relais de la personne à protéger, il doit souvent et urgemment prendre des dispositions de premiers plans : recruter des aides à domicile, souscrire à des aides financières, commanditer la réalisation de travaux pour adapter le logement, procéder à des arbitrages financiers sur les comptes pour dégager des liquidités, obtenir une place en maison de retraite. Le mandataire qui accepte cette lourde charge en matière de responsabilité, lors de la signature de l'acte, sera très souvent un proche qui réalisera l'ensemble de ces missions gratuitement, compte tenu du lien affectif et du lien de confiance

qui l'unit au mandant. Lors de la signature de ce mandat de protection future, un certain nombre de sujets importants de la vie à venir de la personne à protéger auront été abordés en amont entre le mandat et le mandataire pour permettre à ce dernier de se positionner avec justesse, le moment venu, pour le compte du mandant. Le notaire présent pour recueillir la signature du mandat de protection future ne manquera pas de sensibiliser les deux parties à ce sujet.

Comme nous pouvons le constater, ce mandat est un formidable outil de prise en charge souvent intergénérationnel. Il est flexible et adaptable, étant donné que le mandant peut désigner des mandataires différents : l'un pour gérer son patrimoine et l'autre pour gérer son parcours de vie ou de soin. Que le mandant soit une personne isolée sans famille ou bien entouré d'une famille aidante ou distante, le choix anticipé et programmé du mandataire viendra pacifier les relations avec l'entourage de la personne devenue incapable.

### Un mandat pertinent pour le grand âge, mais aussi pour les actifs !

Nous avons évoqué jusqu'alors exclusivement la situation des personnes concernées par le grand âge. Pour finir de convaincre les personnes encore réticentes à signer leur mandat de protection future, nous pouvons aussi évoquer la situation des dirigeants d'entreprise ou « personne clé » dans leur entreprise. Ces dernières, en perdant brutalement leur capacité, au cours de leur carrière professionnelle, entraîne dans l'immobilisme l'entreprise qu'ils géraient. Or, le monde entrepreneurial ne crée de la richesse que dans l'action et non dans la sédation. Il est vital que l'entreprise perdure avec un mandataire qui aura été choisi en amont sur le volet pour reprendre les commandes de la société. En maintenant l'activité et la richesse de l'entreprise, le mandant protège ainsi efficacement, provisoirement ou dans la durée, son patrimoine et sa famille, le temps que durera son incapacité. ●

# ABONNEZ-VOUS



LE CANARD QUI N'A PAS FROID AUX PLUMES! -CÉDU-

**LE FAUCIGNY**

UNE AUTRE INFO EST POSSIBLE



**Profitez de nos suppléments  
et de nos supports « papier »  
et numériques**



Pour faciliter la bonne prise en charge de votre abonnement,  
veuillez privilégier le paiement en ligne sur : [sur www.lefaucigny.fr](http://www.lefaucigny.fr) > rubrique «boutique»

## BULLETIN D'ABONNEMENT

**OUI**, je m'abonne à l'offre suivante :

- ☐ **60 €** pour 1 an au format numérique  
☐ **80 €** pour 1 an France papier + numérique  
☐ **105 €** pour 1 an CEE et Suisse

### Mes coordonnées :

Société : .....  
Mme ☐ M. ☐ Nom\* : ..... Prénom\* : .....  
Adresse\* : .....  
Code postal\* : .....  
Ville\* : .....  
Téléphone\* : ..... Email\* : .....  
\* (Obligatoire pour le suivi de votre dossier)

### Je choisis mon mode de règlement :

- ☐ Par chèque bancaire (joint) à l'ordre de « Compra/ Le Faucigny »  
☐ Par prélèvement automatique (joindre un RIB)  
Mandat SEPA à télécharger sur [http://affiches.fr/SEPA\\_AGD.pdf](http://affiches.fr/SEPA_AGD.pdf)

Date et Signature :

☐ J'ai pris connaissance des conditions générales  
de vente et d'abonnements spécifiées (CGV)\*\*

\* Champs obligatoires  
Prix de vente du Faucigny en kiosques : 1,80€ (soit 91,80 € pour 51 numéros + suppléments).  
\*\* CGV téléchargeables sur [http://affiches.fr/CGV\\_AGD.pdf](http://affiches.fr/CGV_AGD.pdf)

FAUPP2024

### LE FAUCIGNY

Le France - 2, avenue de la Gare  
74200 Thonon-les-Bains  
Mail : [prenom.nom@lefaucigny.fr](mailto:prenom.nom@lefaucigny.fr)

**Directeur de la publication :** Serge Coste  
**Rédactrice en chef :** Nancy Wanot  
**Rédaction :** Serge Coste, Arnaud Faller  
et Nancy Wanot  
[redaction@lefaucigny.fr](mailto:redaction@lefaucigny.fr)

**Dessins :** Kaya, Cédou REC-A

**Annonces légales juridiques, judiciaires  
et vie des sociétés :** juridique74@compra-legales.fr  
04 81 07 05 04

**Chargée d'affaires annonces légales :**  
Marie-Françoise Gollion / 07 64 26 37 52

**Appels d'offres, marchés publics, collectivités  
et administrations :** 04 76 84 32 02

**Publicité :** [publicite@lefaucigny.fr](mailto:publicite@lefaucigny.fr)

**Abonnements et Diffusion :**  
[abonnements@lefaucigny.fr](mailto:abonnements@lefaucigny.fr)  
04 81 07 05 15

**Maquette et mise en page :**  
Mélanie Pacthod, graphiste indépendante

**Impression, façonnage :**  
Rotimpres, 17181 Aiguaviva (Girona)  
Éditeur Savoie Éditions / Compra Sas  
R.C.S. Grenoble 798 096 459  
Dépôt légal : à parution  
CPPAP : 0225 C 84161  
N° ISSN : 0991-1987

Offre valable jusqu'au 31/12/2024



## INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

Série France entière

	ENSEMBLE DES MÉNAGES		MÉNAGES URBAINS
	Ensemble y compris tabac	Hors tabac	Hors tabac
<b>2023 (base 100 en 2015)</b>			
MARS	116,79	115,92	115,33
AVRIL	117,50	116,61	115,94
MAI	117,44	116,54	115,85
JUIN	117,65	116,75	116,00
JUILLET	117,71	116,81	115,77
AOÛT	118,89	118,00	116,94
SEPTEMBRE	118,26	117,37	116,58
OCTOBRE	118,43	117,54	116,79
NOVEMBRE	118,23	117,33	116,69
DÉCEMBRE	118,39	117,50	116,82
<b>2024</b>			
JANVIER	118,19	117,16	116,43
FÉVRIER	119,21	118,15	117,43
MARS	119,47	118,40	117,72

## INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Données CVS-CJO,  
Base et référence 100 en 2010

TRIMESTRE	INDICE	VARIATION ANNUELLE EN %
1 <sup>er</sup> TRIM. 2023	<b>138,61</b>	+ 3,49
2 <sup>e</sup> TRIM. 2023	<b>140,59</b>	+ 3,50
3 <sup>e</sup> TRIM. 2023	<b>141,03</b>	+ 3,49
4 <sup>e</sup> TRIM. 2023	<b>142,06</b>	+ 3,50
1 <sup>er</sup> TRIM. 2024	<b>143,46</b>	+ 3,50

## INDICE NATIONAL DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Trim.	1 <sup>er</sup>	Moy. 1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	Moy. 2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Moy. 3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moy. 4 <sup>e</sup>
2021	1822	1783,75	1821	1800,75	1886	1831	1886	1853,75
2022	1948	1885,25	1966	1921,50	2037	1959,25	2 052	2 000,75
2023	2 077	2 033	2123	2 072,25	2 106	2 089,50	2 162	2 117

## INDEX NATIONAL BÂTIMENT BT 01

Depuis octobre 2014, calcul avec base 100 en 2010

	Index du mois de révision I.P.D. initial			X			5,501 (I.P.D. juin 1977) 157,9 (index B.T. 01 juin 1977)	
	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
JANVIER	110,1	111,8	114,4	121,4	128,4	130,8		
FÉVRIER	110,3	111,8	115,2	122,2	129,7	131,0		
MARS	110,6	111,7	116,1	123,3	130,6	nd		
AVRIL	110,9	111,5	116,3	124,9	130,5	nd		
MAI	111,0	111,7	116,6	126,4	130,3	nd		
JUIN	111,2	112,0	117,5	127,2	130,3	nd		
JUILLET	111,2	112,0	118,5	127,7	129,7	nd		
AOÛT	111,6	112,2	118,5	127,9	130,6	nd		
SEPTEMBRE	111,4	112,3	118,6	127,1	130,2	nd		
OCTOBRE	111,4	112,9	119,1	127,2	130,3	nd		
NOVEMBRE	111,3	113,2	119,5	127,2	130,3	nd		
DÉCEMBRE	111,6	113,6	119,7	126,8	130,6	nd		

## SMIC MINIMUM GARANTI

Base légale 151,67 h/mois	Smic horaire	Minimum garanti horaire
1/08/2022	11,07 €	3,94 €
1/01/2023	11,27 €	4,01 €
1/05/2023	11,52 €	4,10 €
1/01/2024	11,65 €	4,15 €

Montant Smic brut mensuel

AU 1/01/2024 : **1 766,92 €**

## FINANCES

## MARCHÉ INTERBANCAIRE (29/04/2024)

ESTER (ancien EONIA)	3,907 %
EURIBOR À 1 MOIS	3,862 %
EURIBOR À 6 MOIS	3,825 %

Taux d'intérêt légal pour le 1<sup>er</sup> semestre 2024 :**5,07 %** (professionnels) ; **8,01 %** (particuliers)

## PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

au 1/01/2024 : **3 864 €** (rappel au 1/01/2023 : 3 666 €)

## MARCHÉ DU TRAVAIL EN HAUTE-SAVOIE

DEMANDEURS D'EMPLOI	Nov. 2023	Déc. 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
CATÉGORIES A, B, C, D, E	70 490	69 460	69 960	69 440	68 480
TAUX DE CHÔMAGE (en % de la population active)	4 <sup>e</sup> TRIM. 2022	1 <sup>er</sup> TRIM. 2023	2 <sup>e</sup> TRIM. 2023	3 <sup>e</sup> TRIM. 2023	4 <sup>e</sup> TRIM. 2023
HAUTE-SAVOIE	5,2	5,2	5,2	5,5	5,7
AUVERGNE RHÔNE-ALPES	6,1	6,1	6,2	6,4	6,5
FRANCE	7,2	7,1	7,2	7,4	7,5

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

## INDICE DU COÛT HORAIRE DU TRAVAIL – TOUS SALARIÉS

ICTREV - TS, base 100 en déc. 2008	Juin 2023	Juil. 2023	Août 2023	Sept. 2023	Oct. 2023	Nov. 2023	Déc. 2023
INDUSTRIES MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES	135,5	136,0	136,4	136,8	137,1	137,4	137,6
COMMERCE	130,7	131,1	131,5	132,0	132,4	132,8	133,2
FINANCE, ASSURANCE	139,6	140,0	140,4	140,9	141,2	141,5	141,9
SERVICES ADMINISTRATIFS, SOUTIEN	133,3	134,0	134,6	135,2	135,7	136,2	136,8

## INDICE NATIONAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

DONNÉES CVS-CJO, base et référence 100 en 2010	Juil. 2023	Août 2023	Sept. 2023	Oct. 2023	Nov. 2023	Déc. 2023	Janv. 2024	Fév. 2024
INDUSTRIES BE	99,4	99,0	98,6	98,1	98,6	99,6	100,0	100,3

# ANNONCES LÉGALES

En application de l'arrêté du 14 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, paru au Journal Officiel du 28 décembre 2023, le tarif du caractère (applicable aux annonces non forfaitisées) est fixé, pour la Haute-Savoie, à 0,183 euro hors taxe pour l'année 2024.

Les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce, publiées dans des SHAL, supports habilités à recevoir des annonces légales, sont librement consultables sur : [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr)

## VENTES ET LOCATIONS GÉRANCES

F2024J20707



### Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Kévin ROMANELLO, notaire à ARCHAMPS (74160) 160 rue Georges de Mestral, le 7 mai 2024, dûment enregistré, la société dénommée KALINE, dont le siège est à VIRY (74580) 55 rue des Marronniers, identifiée au SIREN sous le numéro 452958598 et immatriculée au RCS de THONON-LES-BAINS, a cédé à la société dénommée MK BIEN ETRE, dont le siège est à VIRY (74580) 55 rue du Marronnier, identifiée au SIREN sous le numéro 927543280 et immatriculée au RCS de THONON-LES-BAINS, un fonds de commerce d'institut de beauté, parfumerie exploité à VIRY (74580) 55 rue des Marronniers, lui appartenant, connu sous le nom commercial «INSTITUT KALINE», et pour lequel elle est immatriculée au RCS de THONON-LES-BAINS, sous le numéro 452958598, moyennant le prix de SOIXANTE-DEUX MILLE EUROS (62 000,00 EUR). Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial NOTAIRES CONSEILS ASSOCIES sis à ARCHAMPS (74160) 160 rue Georges de Mestral, où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion  
Le notaire.

F2024J20687

### Fin de location-gérance

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2024 La location gérance de la SAS MARCEL CAMELOT, Au capital de 2.000 euros Siège social, 813 route du Jaillet - 74120 MEGEVE, 838 414 076 RCS ANNECY, son fonds de commerce de « bar-restaurant » sis 813 route du Jaillet 74120 MEGEVE, consentie par acte sous signature privée en date à Megève du 1 mars 2018 et enregistré le 08 mars 2018 par le Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement d'ANNECY (Dossier 2018 21249, référence 2018 A 01887), a pris fin à la date du 30 avril 2024.

## CONSTITUTIONS

F2024J20701



**SPE - SAS SR CONSEIL**  
82 Rue de la petite Eau  
73290 La Motte Servolex Cedex  
Tél : 04 79 85 00 66

### HOLDING DECISIER

Société à responsabilité limitée au capital de 3 908 480 euros  
Siège social : 270 route de Belleville, 74650 CHAVANOD

#### Avis de constitution

Suivant acte SSP signé électroniquement en date du 06/05/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme sociale** : SARL

**Dénomination sociale** : HOLDING DECISIER

**Siège social** : 270, route de Belleville, 74650 CHAVANOD

**Objet social** : - La détention et la prise de participations dans tous groupements, sociétés civiles, commerciales ou industrielles, français ou étrangers, créés ou à créer, et ce, par tous moyens notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou de parts sociales, de fusions ou de groupements, la gestion de ses participations financières et de tous intérêts dans toutes sociétés ;

- La participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle de sa ou ses filiales et, le cas échéant et à titre purement interne, la fourniture de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers ;

- La gestion, pour son propre compte, de participation et de portefeuilles de titres mobiliers par voie d'achat, d'échange ou de cession ;

- La propriété par voie d'apport, d'achat ou autres de tous biens ou droits mobiliers et/ou immobiliers et la gestion de ces biens sous toutes formes possibles y compris en meublé et avec ou sans fourniture de prestations hôtelières et la revente de ces biens ;

- La prestation de service dans tous les domaines ;

- La gestion d'opérations de trésorerie et de services en commun auprès de sociétés ayant avec la société des liens de capital, directs ou indirects ;

- La fourniture de prestations administratives et financières et plus généralement toutes prestations relevant de la gestion courante d'une entreprise à l'égard de ses filiales et participations ;

- L'exercice de tous mandats dans le cadre de la gestion, du contrôle, du conseil,

de la recherche et la mise au point de tous moyens de gestion et l'assistance aux entreprises liées à la Société ;

- La conclusion de tous emprunts notamment auprès d'établissements bancaires permettant la réalisation de l'objet social ou le fonctionnement de la société ;

- La constitution et l'octroi de toutes garanties mobilières et immobilières pour la réalisation d'acquisitions et le financement d'opérations se rattachant à son objet social ;

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

**Durée de la Société** : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS d'ANNECY.

**Capital social** : 3.908.480 euros, constitué uniquement d'apports en nature

**Gérance** : M. Florent DECISIER, demeurant 492 route de Piron 74320 SEVRIER

**Clauses relatives aux cessions de parts** : libre sous réserve du respect des dispositions statutaires.

Immatriculation de la Société au RCS d'ANNECY.

Pour avis  
La Gérance

F2024J20725



### SCI BELLEVUE 1937

Société civile immobilière  
au capital de 1 000 euros

Siège social : 125 Route du Front de Neige  
74260 LES GETS

#### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LES GETS du 30 avril 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme sociale** : Société civile immobilière

**Dénomination sociale** : SCI BELLEVUE 1937

**Siège social** : 125 Route du Front de Neige, 74260 LES GETS

**Objet social** :

- l'acquisition, l'administration, la gestion et la cession de tous biens immobiliers, - la possibilité de se porter caution solidaire, hypothécaire ou non, des souscripteurs de ses parts en garantie d'emprunts que ceux-ci contracteraient pour libérer leurs apports,

Et, généralement toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à cet objet.

**Durée de la Société** : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

**Capital social** : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

**Gérance** : Monsieur Thomas MUGNIER, demeurant 36 Chemin du Poncet, 74260 LES GETS

**Clauses relatives aux cessions de parts** :

- agrément requis dans tous les cas - agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés d'ANNECY

Pour avis  
La Gérance

F2024J20722

### SONIC BAZAR

#### Constitution

Aux termes d'un acte SSP en date du 10/05/2024, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

**Dénomination Sociale** : SONIC BAZAR

**Forme** : SASU

**Capital social** : 1 000 €

**Siège social** : 39 AVENUE JULES FERRY, 74200 THONON LES BAINS

**Objet social** : LA PRODUCTION ET LA CREATION SONORE ET MUSICALE L'ENREGISTREMENT SONORE ET EDITION MUSICALE LE CONSEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT POUR TOUTES ACTIVITES LIEES A LA PRODUCTION ET LA CREATION SONORE ET MUSICALE.

**Président** : M. Jerome VITTOZ demeurant 39 AVENUE JULES FERRY, 74200 THONON LES BAINS

**Clause d'agrément** : Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la société au RCS.

**Clause d'admission** : Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité ; chaque action donne droit à une voix.

**Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de THONON-LES-BAINS



F2024J20706

## MELLEA

Société à Responsabilité Limitée (à associé unique)  
Capital social : 350.000 Euros  
Siège social : 78 Allée des Prés du Puis  
74370 - VILLAZ

### Avis de Constitution

Suivant ASSP du 06/05/2024, à VILLAZ (74), avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

**DENOMINATION** : MELLEA

**FORME** : Société à Responsabilité Limitée (à associé unique)

**SIÈGE SOCIAL** : 78 Allée des Prés du Puis 74370 VILLAZ

**OBJET** : La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

- La prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés civiles, commerciales, industrielles et financières, - L'acquisition de valeurs mobilières de toute nature ainsi que la gestion de ces participations, - Toutes prestations commerciales, techniques, d'animation, de gestion et d'administration, - La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées, - Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement ; - La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

**DURÉE** : 99 ans

**CAPITAL** : 350.000 € en nature

**GERANCE** : A été nommé gérant sans limitation de durée : M. Maxime REPIQUET demeurant à VILLAZ (74370) Allée des Prés du Puis n° 78.

**IMMATRICULATION** : RCS ANNECY.

Pour Avis

F2024J20708

## FOG INVEST

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

**FORME** : Société civile immobilière.

**DENOMINATION** : FOG INVEST

**SIÈGE SOCIAL** : 1 104 Route de Ferrières - 74370 ANNECY.

**OBJET** : L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers.

**DURÉE** : 99 ans.

**CAPITAL** : 2 000 euros

**APPORTS EN NUMÉRAIRE** : 2 000 euros

**GERANT** : Monsieur Fabrice BROUILLARD, demeurant 1 104 Route de Ferrières - 74370 ANNECY.

**CESSION DE PARTS** : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire.

**IMMATRICULATION** : au RCS d'ANNECY. Pour avis.

## MODIFICATIONS

F2024J20688

## SAS MARCEL CAMELOT

Société par actions simplifiée en liquidation

Au capital de 2.000 euros

Siège social : 813 route du Jaillat - 74120 MEGEVE

Siège de liquidation : 119 route du Rosay - 74700 SALLANCHES  
838 414 076 RCS ANNECY

### Avis de Dissolution

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2024, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter 30 avril 2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Antonio GARCIA, demeurant 119 route du Rosay 74700 SALLANCHES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé 119 route du Rosay 74700 SALLANCHES.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au GTC de ANNECY, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis Le Liquidateur

F2024J20729



Avocats en Droit des Sociétés et Droit Fiscal

Immeuble L'Alpha

PAE Les Glaisins

7 impasse des Prairies

Anney-le-Vieux 74940 ANNECY

## CRYOSOCKS

Société par actions simplifiée au capital de 62 996 €

Siège social : Impasse de la Ravoire  
74370 EPAGNY METZ-TESSY  
914 607 320 RCS ANNECY

PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LA SOCIETE : M. Guillaume MODELSKI, Président, demeurant 124 rue Marcel Pagnol 34130 MAUGUIO.

En date du 07.05.2024, les Associés ont décidé de transférer le siège social, à effet du 01/05/2024, du 124 rue Marcel Pagnol 34130 MAUGUIO à Impasse de la Ravoire 74370 EPAGNY METZ-TESSY. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

La société, qui était immatriculée au RCS de MONTPELLIER, sera désormais immatriculée au RCS d'ANNECY. Pour avis.

F2024J20723

Rectificatif à l'annonce F2024J20669 parue le 10/05/2024 sur le Faucigny, concernant la société RG 2013

Il a lieu de lire concernant la forme de la société : « RG 2013 Société civile immobilière » au lieu de « RG 2013 Société à responsabilité limitée » Pour avis,

F2024J20727

## DELTA T 74

Société à responsabilité limitée

Au capital de 5 000 euros

Siège social : 20 Chemin des Combettes  
74910

ST GERMAIN SUR RHONE

839 953 080 RCS THONON LES BAINS

### AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 16/02/2024, l'associé unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 5 000 euros. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Sous sa nouvelle forme, la Société est dirigée par son Président : Monsieur **Stéphane CHALOYARD** demeurant 20 Chemin des Combettes 74910 ST GERMAIN SUR RHONE

Pour avis

La Gérance

F2024J20720



## L'ARC ET LA FLECHE

Société Civile Immobilière

Au capital : 1.000,00 euros

Siège social : 601 route de chez

Compagnon

74380 CRANVES-SALES

RCS THONON-LES-BAINS 841 435 043

Aux termes d'une augmentation de capital recu par Maître Eric MOYNE-PICARD, Notaire à ANNEMASSE, en date du 23 avril 2024, les associés de la Société Civile Immobilière L'ARC ET LA FLECHE ont décidé :

- D'augmenter le capital social qui est désormais de 3.999,00 euros par incorporation d'un apport immobilier de 681.741,20 euros, par création de 2.999 nouvelles parts de 1,00 euro chacune.

- De modifier les statuts en conséquence.

Mention sera faite au RCS de THONON-LES-BAINS.

Pour avis

La Gérance

F2024J20716

## ALP'IN SERVICES

Société à Responsabilité Limitée au capital de 4 000,00 €

Siège social : 161 rue en Caillat

74130 BONNEVILLE

897 983 961 RCS ANNECY

Suivant Assemblée Générale Extraordinaire du 13 Mai 2024, les associés ont décidé une augmentation du capital social de 146 000 euros par l'émission de 14 600 parts sociales de 10 euros et de porter ainsi le capital social de 4 000 Euros à 150 000 Euros. Les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence

F2024J20717



## FAFFE

Société par actions simplifiée en liquidation

Au capital de 2 000 euros

Siège social et siège de liquidation :

1780 Route de Balmotte  
74300 CHATILLON SUR CLUSES  
900 120 569 RCS ANNECY

Aux termes d'une décision en date du 15 avril 2024, l'associé unique a approuvé les comptes définitifs de liquidation arrêtés au 29 février 2024, déchargé Monsieur Hervé MARIE, demeurant 1780 Route de Balmotte 74300 CHATILLON SUR CLUSES, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce d'ANNECY, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis  
Le Liquidateur

F2024J20719



Etude de Maître Adrien ADAM, Notaire à VETRAZ-MONTHOUX (Haute-Savoie), 132 route de Taninges

## SCI SIGNORET

Société civile immobilière en liquidation

Capital : 223 305,00 €

Siège : 36 chemin des Carrés - 74100

VETRAZ-MONTHOUX

RCS THONON LES BAINS - 505 159 863

L'assemblée générale des associés a approuvé le 20 novembre 2023 les comptes de liquidation, constaté la clôture définitive de la liquidation audit jour, donné quitus au liquidateur Monsieur Gilles CALLET demeurant au 36 chemin des Carrés à VETRAZ-MONTHOUX (74100) pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat.

Mention en sera faite au RCS de THONON LES BAINS.

Pour insertion  
Le notaire.

F2024J20691

## MALAUREM

Société par actions simplifiée au capital de 8.800 euros

Siège social : 197 Route de la Viaz -

74700 DOMANCY

804 988 079 RCS ANNECY

### AVIS DE MODIFICATION

Suivant décisions unanimes des associés en date du 21/03/2024 et décisions de la Présidente du 30/04/2024, le capital social a été réduit d'une somme de 1.200 €, pour être ramené de 10.000 € à 8.800 € par rachat et annulation de 120 actions. Les articles 6 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence. Pour avis. La Présidente.

F2024J20702



## PHARMACIE DU LACHAT

SELAS au capital de 400 000 euros  
Siège social : 100 Route d'Anney, Pringy  
74370 ANNECY  
383 504 347 RCS ANNECY

PV des décisions du 23/02 et 30/04/2024, confirmant :

1°) La démission de Madame Isabelle DUPRONT de son mandat de Présidente, avec effet au 30/04/2024.

2°) La nomination de M. Olivier CREPIN, en qualité de Président, et de Mme Mathilde BERTHOD épouse CREPIN, en qualité de Directeur Général, demeurant tous deux à CRANVES, -SALES (74300) 141 Chemin de Platelloue, avec effet au 01/05/2024.

Dépôt sera effectué au RCS d'ANNECY.  
POUR AVIS  
Le Président

F2024J20704



**Avocats en Droit des Sociétés et Droit Fiscal**  
Immeuble L'Alpha  
PAE Les Glaisins  
7 impasse des Prairies  
Anney-le-Vieux 74940 ANNECY

## AMMA

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €  
Siège social : Passage des Sorbiers, 13 rue Royale  
74000 ANNECY  
900 669 870 RCS ANNECY

Aux termes de l'assemblée générale du 06.05.2024, les associés, statuant conformément à l'article L. 223-42 du Code de commerce, ont décidé de ne pas dissoudre la Société et de poursuivre l'exploitation sociale.

Mention sera faite au RCS d'Anney.  
Pour avis.

F2024J20728

## «LES ARELLES»

société civile immobilière,  
capital 152,45€, à LUCINGES  
74380 - Che de Cortenaz,  
RCS THONON LES BAINS SIREN  
339575185

Suivant acte du 11 mars 2024, reçu par Me TISSOT-GREVAZ, notaire à ANNEMASSE (74) les associés ont nommé Gérants à compter du 11/03/2024, M. Laurent Daniel BORDET, 13 chemin des Primevères à TRESSERVE (7300) et M. David Pierre BORDET, 166 route de Milly à LUCINGES (74380) en remplacement de M Jean-Pierre André BORDET, 464 route de Cortenaz, 74380 LUCINGES démissionnaire. L'article 17 des statuts a été modifié en conséquence. Mention en sera faite au RCS de THONON LES BAINS.

Pour avis

F2024J20703



## WEISSLINGER ISABELLE

Société à responsabilité limitée (associé unique)  
au capital de 50.000 euros  
Siège social : 320 Rue des Sorbiers  
74300 THIEZ  
890 338 973 R.C.S. ANNECY

Suivant les décisions de l'associée unique du 30/04/2024, il a été décidé à compter de ce jour :

- d'ajouter à l'objet social l'activité : **Toutes activités de conciergerie et notamment pour location de meublés.**

- d'ajouter une enseigne au siège établissement principal : **Conciergerie L'Edelweiss.**

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mentions au RCS d'ANNECY.

F2024J20710

## BAUCHER SARL

Société À Responsabilité Limitée au capital de 7622,45 euros  
Siège social : 1 chemin des Noyers, chez Madame BAUCHER  
74100 ANNEMASSE  
304 975 261 RCS THONON LES BAINS

Les associés ont décidé aux termes d'une délibération en date du 30 Avril 2024 la dissolution anticipée de la société à compter du 30 Avril 2024 suivie de sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires. A été nommée comme liquidateur Madame Christiane BAUCHER, demeurant 1 chemin des Noyers, 74100 ANNEMASSE, a qui ont été conférés les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et apurer le passif. Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du siège social 1 chemin des Noyers chez Madame BAUCHER, 74100 ANNEMASSE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de THONON LES BAINS.

F2024J20721

## NETTOYAGES TOMBES SERVICES

Société à Responsabilité Limitée  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social :  
497, Rue de la Gare  
74210 DOUSARD  
RCS ANNECY 834 540 106

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 24 avril 2024, l'objet social a été étendu aux activités suivantes :

- le nettoyage de bâtiments en tous genres au bénéfice de particuliers et de professionnels (notamment le nettoyage courant de locaux professionnels, hôtels, habitations, le grand nettoyage et le nettoyage de fin de chantier),  
- la blanchisserie, le repassage, la location de linge,

- l'achat et la vente de tous produits s'y rapportant.

Pour avis  
La Gérance

F2024J20712



**BUSINESS CORNER**  
67, AVENUE DES MASSETTES  
CS 70157 - 73191  
CHALLES LES EAUX CEDEX

## GINEVRA

Société par actions simplifiée  
au capital de 6 000 euros  
Siège social : ZAE Les Pérouses, 74150 RUMILLY  
754 097 665 RCS ANNECY

L'AGO du 29/12/2023 a constaté la démission de Monsieur Eric NERON, en sa qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Dominique MESNAGE, en sa qualité de Commissaire aux Comptes suppléant et a décidé qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux comptes.

F2024J20726

## ALPES AMENAGEMENT CAMPING CAR

EURL au capital de 5000 Euros  
Siège social : ZAE Les Tattes, 120 rue de l'industrie  
74250 VIUZ EN SALLAZ  
RCS ANNECY n° 837 644 368

Aux termes d'une délibération en date du 19 Avril 2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social et de modifier corrélativement l'article 4 des statuts. Ainsi, à compter du 19 Avril 2024, le siège social qui était : ZAE Les Tattes, 120 rue de l'industrie 74250 VIUZ EN SALLAZ: est désormais 755 Chemin de Saint Jean, 26750 TRIORS. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY, sous le numéro 837 644 368, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE désormais compétent à son égard.

F2024J20724



**Société d'Avocats**  
2 rue du Lac  
74000 Anney

## CFAVRE HOLDING

SARL au capital de 806.000 €  
Z.A. des Vernays  
74210 DOUSSARD  
513 389 924 RCS ANNECY

Suivant décision de l'associé unique du 13/05/2024, le capital social a été augmenté de 1.196.000 € pour être porté à 2.002.000 €.

Capital : Ancienne mention : 806.000 € ;  
Nouvelle mention : 2.002.000 €.

F2024J20715

## BUFA IN THE PARC

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.000 euros  
Siège social : 3 allée des Asters - Apt N1  
- Anney-le-Vieux

74940 Anney (en cours de transfert)  
985 380 716 RCS ANNECY

Aux termes d'une AGE en date du 12/04/2024, l'Assemblée Générale a décidé de transférer le siège social du 3 allée des Asters - Apt N1 - Anney-le-Vieux - 74940 Anney au 5 avenue du Pré Félin - Anney-le-Vieux - 74940 Anney à compter du même jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis  
Le Président

F2024J20718

## DU HAUT

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.000 euros  
Siège social : 13 avenue Jean Moulin  
- 74150 Rumilly  
977 510 916 RCS ANNECY

Par décision en date du 10/05/2024, l'associé unique a pris acte de la démission de M. Willy BUTTIN demeurant Impasse des Châtaigniers - 74540 Massingy de ses fonctions de Président à compter du 10/05/2024 et nommé en remplacement M. Sébastien DAVIET demeurant 104 avenue de Brogny - 74000 Anney et ce pour une durée illimitée.

Pour avis  
Le Président

F2024J20705

Rectificatif à l'annonce n° F2024J20649 parue le 03/05/2024 sur Le Faucigny, concernant la société **L.E.2S**  
Il a lieu de lire concernant le titre de l'annonce: «L.E.2S» au lieu de «FT IMMO»  
Pour avis,

## RÉGIMES MATRIMONIAUX

F2024J20714



**Etude de Maître François CONVERS,**  
Notaires Associés  
165, rue du Docteur Paccard  
74400 Chamonix Mont Blanc

## Aménagement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Doriane BOUCLIER, Notaire à BOËGE (74420), 35 Rue de la Vallée Verte, le 13 mai 2024, a été effectué un apport à communauté aménageant le régime matrimonial entre :

**Monsieur Claude Robert SAILLET, et Madame Marie-Claude Renée Marguerite BOURGET,** demeurant à BOËGE (74420) 565 rue de la Menoge.

Monsieur né à SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (74160) le 13 avril 1946,  
Madame née à SAINT-QUENTIN-EN-MAUGES (49110) le 17 février 1951.

Mariés à la mairie de SAINT-QUENTIN-EN-MAUGES (49110) le 5 juillet 1975 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Bien apporté par Monsieur: A BOËGE (HAUTE-SAVOIE) 74420, 565 Rue de la Menoge, section D n° 534, lieudit 565 rue de la Menoge, surface 14a47ca

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion  
Le notaire.



## AUDIENCES DU TRIBUNAL DE COMMERCE



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
THONON-LES-BAINS

L'information légale à la source : [www.greffe-tc-thononlesbains.fr](http://www.greffe-tc-thononlesbains.fr)

Le tribunal de commerce de Thonon-les-Bains a rendu les jugements suivants :

### Ouverture de liquidation judiciaire

Jugement(s) du 14/05/2024

2021901779

**SARL MISTRAL PASSION**  
(24RJ147)

322 097 791 RCS Thonon  
6 avenue Saint-François-de-Sales  
74200 Thonon-les-Bains  
Coiffure en salon ou à domicile, soins esthétiques et corporels.  
Vente de bijoux fantaisie et vente par internet de tous produits se rapportant à ces activités  
Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 avril 2024, désignant liquidateur la Selarl Mj Synergie Prise en la Personne de Maître François-Charles Desprat 5 Rue François Morel 74200 Thonon-les-Bains. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

### Ouverture de redressement judiciaire

Jugement(s) du 02/05/2024 du tribunal de commerce de Lyon

2021901780

**SAS Eco.Déchets Environnement** (24EX13)  
802 947 432 RCS Lyon  
24 b rue Jean Baldassini  
69007 Lyon

Collecte de déchets solides non dangereux au niveau local telle que l'enlèvement de déchets des ménages et des entreprises collecte de déchets solides non dangereux au niveau local telle que l'enlèvement de déchets des ménages et des entreprises

Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 avril 2024, désignant administrateur Selarl Aj Meynet & Associé Représentée par Maître Robert Louis Meunet Ou Maître Typhaine Meynet 128 rue Pierre Corneille 69003 Lyon, avec les pouvoirs : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion, mandataire judiciaire Selarl Mj Synergie Représentée par Maître Bruno Walczak Ou Me Michaël Elancry 136 cours Lafayette 69006 Lyon et Selarl Jérôme Allais Représentée par Maître Jérôme Allais 62 rue de Bonnel 69003 Lyon. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

### Ouverture de liquidation judiciaire

Jugement(s) du 30/04/2024 du tribunal de commerce d'Aix en Provence

2021901781

**SAS SOCIETE PROVENCALE D'ACHAT ET DE GESTION S.P.A.G.** (24EX14)  
321 591 067 RCS Aix en Provence

350 rue Gustave Eiffel  
Pôle d'Activités des Milles  
13290 Aix-en-Provence  
Vente de prêt à porter pour hommes et tous accessoires s'y rapportant  
Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 avril 2024, désignant liquidateur Sas les Mandataires Mission Conduite par Maître Vincent de Carrière 30 avenue Henri Malacrida Bat e - Aix Métropole -Cs 10730 13617 Aix-en-Provence cedex 1, et désignant administrateur judiciaire SCP

Ajilink Avazeri-Bonnetto Prise en la Personne de Maître Alexandre Bonetto 1652 avenue Paul Julien le Parc Moulin à 13100 Le Tholonet avec les pouvoirs assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

### Conversion en liquidation judiciaire

Jugement(s) du 02/05/2024 du tribunal de commerce de Grenoble

2021901782

**SAS KERIA** (23EX25)

4 rue des Tropiques,  
38130 Échirolles  
(324 904 267 RCS Grenoble)  
Commerce de lumières, articles ou matériels concernant l'équipage de la maison  
Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 02/05/2024 prononçant la Conversion du Redressement Judiciaire en Liquidation Judiciaire - Liquidateurs judiciaires : Maître ROUMEZI

Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, SELARL BERTHELOT & Associés - Mandataires judiciaires prise en la personne de Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble - Date de cessation des paiements : 20/10/2023

Avis est donné aux créanciers de déclarer leurs créances entre les mains des mandataires judiciaires ou liquidateurs susnommés dans un délai de deux mois suivant la parution au BODACC des jugements d'ouverture.

Les adresses des mandataires judiciaires, liquidateurs et, le cas échéant des administrateurs judiciaires, sont les suivantes :

- SELARL MJ Synergie prise en la personne de Mr François-Charles DESPRAT, 5 Rue François Morel, 74200 Thonon-Les-Bains.
- M<sup>re</sup> Roger CHATEL-LOUROS sous administration provisoire de M<sup>re</sup> Pascal Guigon, 6 Rue René Blanc, 74100 Annemasse.
- SELARL MJ ALPES, prise en la personne de M<sup>re</sup> Caroline JAL, 20 Boulevard du Lycée, 74000 Annecy.
- SELARL AJ MEYNET & ASSOCIÉS, prise en la personne de M<sup>re</sup> Robert Louis MEYNET et M<sup>re</sup> David-Emmanuel MEYNET, 2 Avenue des Allobroges, 74200 Thonon-Les-Bains.
- SELARL AJ UP prise en la personne de M<sup>re</sup> Marc CHAPON, Immeuble le Sully, 6 Route de Vignières, 74000 Annecy.
- Maître Philippe SERRANO, 6 rue René Blanc 74100 Annemasse.

## AUDIENCES DU TRIBUNAL DE COMMERCE



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
ANNECY

L'information légale à la source : [www.greffe-tc-annecy.fr](http://www.greffe-tc-annecy.fr)

Le tribunal de commerce d'Annecy a rendu les jugements suivants :

### Jugement arrêtant le plan de redressement

Jugement du tribunal de commerce de Marseille en date du 06/05/2024

7474000933

2023EX0011 (GTC Marseille) - La société **KAPORAL STORES**  
499 454 874 RCS Annecy SAS  
20 boulevard Ampère  
13014 Marseille

Vente de prêt à porter de hommes, femmes, enfants et accessoires s'y rapportant. Commissaire à l'exécution du plan : Sel ABITBOL (en la personne de M<sup>re</sup> Frédéric ABITBOL) 38 avenue Hoche 75008 PARIS  
Commissaire à l'exécution du plan : SELARL ANASTA mission conduite par Me Vincent GILLIBERT 11 rue Venture 13001 Marseille

Le Greffier

## VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

F2024J20709

### ENSEMBLE IMMOBILIER comprenant UN LOCAL INDUSTRIEL (ancienne minoterie) et UN LOCAL D'HABITATION

situé sur une parcelle cadastrée Section A n°512 d'une superficie cadastrale de 798 m<sup>2</sup> et un terrain attenant cadastré section A n°513 d'une superficie de 1069 m<sup>2</sup>.



**SARL RODOLPHE MERLIN - JON ETCHARRY  
FANNY BERGUET, Notaires associés**  
239, route des Dronières 74350 CRUSEILLES  
Tél. 04 50 44 10 05  
Email : [merlin.etcharry@notaires.fr](mailto:merlin.etcharry@notaires.fr)

#### Vente aux enchères publiques

Mise à prix :

**980 000 €**

ADJUDICATION DE BIENS ET DROITS IMMOBILIERS SIS À ALLONZIER LA CAILLE LE **MERCREDI 26 JUIN 2024 À 14 H 30** en l'office notarial de Maître Jon ETCHARRY, notaire à CRUSEILLES (74350), 239 route des Dronières, il sera procédé, par lui à la vente aux enchères publiques du bien immobilier ci-dessous :

**Les visites** auront lieu à l'adresse du bien indiqué le **MERCREDI 12 JUIN 2024 DE 14 H À 15 H.**

#### DÉSIGNATION :

À Allonzier-la-Caille (74350), 698 route de la Caille, un ensemble immobilier comprenant un local industriel (ancienne minoterie) et un local d'habitation situé sur une parcelle cadastrée Section A n°512 d'une superficie cadastrale de 798 m<sup>2</sup> et un terrain attenant cadastré section A n°513 d'une superficie de 1069 m<sup>2</sup>.

**MISE À PRIX : 980 000,00 €** avec faculté de baisse du prix d'un quart en cas de désertion d'enchères

**ENCHÈRES MINIMALES : 1.000,00 €**

**SITUATION LOCATIVE :** Les biens ci-dessus désignés sont libres de toute occupation et l'adjudicataire fera son affaire personnelle de la situation d'occupation des biens à lui adjugés, à l'entière décharge de responsabilité du notaire.

**FRAIS ET ACOMPTE :** Droits de mutation en sus, payables le jour de l'adjudication.

Les enchérisseurs devront remettre au notaire, avant l'ouverture des enchères, un chèque de banque d'un montant de 10% de la mise à prix.

**PROCÉDURE JUDICIAIRE :** La vente aux enchères a été ordonnée suivant jugement du Tribunal judiciaire de Thonon-les-Bains en date du 30 juin 2023 rectifié suivant jugement dudit tribunal en date du 9 octobre 2023.

**CAHIER DES CHARGES :** Le cahier des charges est déposé en l'office notarial de Maître Jon ETCHARRY, notaire susvisé, où chacun peut en prendre connaissance sans frais.

Pour insertion,  
Le Notaire



COMPAGNIE DES MÉDIAS ET  
PUBLICATIONS RHÔNE-ALPES

## Traitement de vos annonces légales sur la Haute-Savoie, et la France entière



**- Vie des sociétés**

**- Annonces légales collectivités**

**- Avis administratifs/Enquêtes publiques**

**Une équipe dédiée**

**04 81 07 05 24**

**[juridique74@compra-legales.fr](mailto:juridique74@compra-legales.fr)**

**[www.lefaucigny.fr](http://www.lefaucigny.fr)**



# LE SPECTACLE SYMPHONIQUE

DANS LE CADRE DU  
FESTIVAL DU FILM FRANÇAIS  
ET  
GASTRONOMIE

LE CINÉ CONCERT ÉVÉNEMENT

# CLAUDE LELOUCH

## LUNDI 03 JUIN 2024

EN PRÉSENCE DE **CLAUDE LELOUCH**

CENTRE CULTUREL ET DES CONGRÈS  
**AIX-LES-BAINS**

AUTEUR **THIERRY CHABROT**  
ORCHESTRE DE DOUAI - RÉGION HAUTS-de-FRANCE  
DIRECTION **VAHAN MARDIROSSIAN**





Simplifier, optimiser la mobilité de votre entreprise avec un accompagnement sur mesure de nos experts.

## NOTRE OFFRE :



+ de 15 marques



Bornes de recharge



Gestion de parc



Location de véhicules



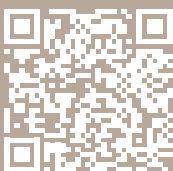
Conseils en fiscalité



Équipements et  
aménagement de véhicules



Mobilité alternative



Pour en savoir plus,  
scannez ce QR CODE

